

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2021/42805]

14 JULI 2021. — Decreet houdende aanpassing van de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2021(1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Enig artikel. De middelen uitgetrokken op de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2021 worden aangepast als volgt:

(in duizendtallen euro)

| | Oorspronkelijke raming | Aanpassing | Aangepaste raming |
|------------------------------------|------------------------|------------|-------------------|
| Titel I. Lopende ontvangsten | 10.732.555 | -8.622 | 10.723.933 |
| Titel II. Kapitaalontvangsten | 878 | 329 | 1.207 |
| Algemeen totaal | 10.733.433 | -8.293 | 10.725.140 |
| Algemeen onderverdeeld als volgt: | 10.637.610 | -14.245 | 10.623.365 |
| Bijzonder onderverdeeld als volgt: | 95.823 | 5.952 | 101.775 |

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 14 juli 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 251-1. Bijzondere toelichting, nr. 251-1 (bijlage 1).
Commissieverslag nr.251-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 251-3.
Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 14 juli 2021

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2021/32557]

19 JUILLET 2021. — Décret modifiant diverses dispositions en matière de statut des membres du personnel de l'enseignement

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

Article 1^{er}. L'article 22, § 1^{er}, alinéa 4 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat est supprimé.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives à la preuve de la capacité linguistique*

Section I^{re}. — *Disposition modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement*

Art. 2. A l'alinéa 1^{er} de l'article 16 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, tel que modifié, la phrase « Cette dérogation ne vaut que pour la durée d'un an et ne peut être renouvelée que trois fois. » est remplacée par ce qui suit:

« Cette dérogation ne peut être renouvelée que quatre fois. Toute dérogation est accordée pour une durée d'une année scolaire ou académique. ».

Section II. — Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement

Art. 3. Dans l'article 4*bis*, § 3, du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement, tel que modifié, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

« Cette dérogation ne peut être renouvelée que quatre fois. Toute dérogation est accordée pour une durée d'une année scolaire ou académique. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions diverses relatives au statut pécuniaire des membres du personnel de l'enseignement*

Section I^{re}. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique

Art. 4. A l'article 5*ter* de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, les modifications suivantes sont introduites:

1° au § 1^{er}, les termes «auprès des Services du Gouvernement» sont remplacés par les termes «auprès de son pouvoir organisateur»;

2° au § 2, les termes «auprès des Services du Gouvernement» sont remplacés par les termes «auprès de son pouvoir organisateur».

Art. 5. A l'article 16, § 1^{er}, A, a), 5ème tiret du même arrêté royal, le mot «ou» est inséré entre les mots «enseignant» et «scientifique».

Section II. — Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française

Art. 6. A l'article 11*bis* de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, les modifications suivantes sont introduites:

1° au § 1^{er}, les termes «auprès des Services du Gouvernement» sont remplacés par les termes «auprès de son pouvoir organisateur»;

2° au § 2, les termes «auprès des Services du Gouvernement» sont remplacés par les termes «auprès de son pouvoir organisateur».

Section III. — Disposition modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Art. 7. A l'article 71*bis* du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont introduites:

1° au § 1^{er}, les termes «auprès des Services du Gouvernement» sont remplacés par les termes «auprès de son pouvoir organisateur»;

2° au § 2, les termes «auprès des Services du Gouvernement» sont remplacés par les termes «auprès de son pouvoir organisateur».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 8. A l'article 26 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots «le Ministre» sont remplacés par les mots «le pouvoir organisateur».

Art. 9. Un nouvel article 26/1 est inséré dans le même arrêté royal. Il est rédigé comme suit:

« Article 26/1. § 1^{er}. Dans le but de permettre à chaque membre du personnel d'exercer une fonction à prestations complètes au sein d'un même établissement, le premier jour de chaque année scolaire, les membres du personnel nommés à titre définitif qui y sont affectés, affectés à titre principal ou complémentaire y prennent rang et sont classés dans l'ordre suivant:

1° les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés ou affectés à titre principal dans l'établissement;

2° les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent et affectés à titre complémentaire dans l'établissement.

Au sein de chacune de ces catégories, les membres du personnel sont classés selon leur ancienneté de service telle que calculée à l'article 3*sexies*, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de cet établissement.

§ 2. A cette même date, les heures organiques au sein de l'établissement dans la fonction ou une autre fonction figurant dans l'accroche cours/fonction telle que définie par le Gouvernement en vertu de l'article 10 du décret du 11 avril 2014, sont réparties entre les membres du personnel nommés à titre définitif, qui y sont affectés ou affectés à titre principal.

De cette répartition ne peut résulter qu'un accroissement du nombre de périodes pour lesquelles un membre du personnel dispose d'une garantie de traitement. Tout membre du personnel non placé en disponibilité par défaut d'emploi et auquel, suite à cette répartition, n'a pu être attribué dans sa fonction un nombre de périodes de cours au moins égal à celui pour lequel il est rétribué, ni dans son affectation principale, ni dans son affectation complémentaire, doit être déclaré en perte partielle de charge.

§ 3. Le membre du personnel ne peut renoncer aux prestations qui lui sont conférées en application du présent article s'il n'est nommé à titre définitif que dans une seule fonction. Si le membre du personnel est nommé à titre définitif dans deux ou plusieurs fonctions, il peut renoncer à tout accroissement de prestation dans l'une de ses fonctions, si celui-ci implique une diminution de ses prestations dans une autre fonction pour laquelle il bénéficie d'une nomination à titre définitif. Il ne peut toutefois s'opposer à un tel accroissement si celui-ci vient combler une perte de charge dans l'une de ses autres fonctions de nomination. Seule la démission pour l'entièreté d'une charge conférée telle que prévue à l'article 169 est autorisée.

§ 4. Pour l'application des articles 26bis et 26quater, il convient d'entendre par «prestations disponibles» l'ensemble des prestations à disposition du Chef d'établissement.».

Art. 10. À l'article 26quater du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, les mots «après la répartition des heures organiques en application de la prise de rang,» sont insérés entre les mots «à prestations complètes» et les mots «les périodes disponibles dans la fonction»;

2° entre les §§ 1^{er} et 2 est inséré un § 1^{er}bis rédigé comme suit:

«§ 1^{er}bis. Si, en application du présent article, il peut être confié à titre définitif une fonction à prestations complètes à un membre du personnel nommé à titre définitif dans la fonction qu'il exerce au sein d'un établissement où il est affecté à titre complémentaire, il y est affecté dès la vacance de ces périodes.

Le chef d'établissement informe le membre du personnel de la vacance des périodes et de son affectation via un formulaire dont le Pouvoir organisateur arrête le modèle.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour refuser l'octroi desdites périodes via la voie hiérarchique.

Aucun temporaire prioritaire ne peut être désigné dans les heures qui ont fait l'objet de ce refus comme temporaire prioritaire à moins que celles-ci ne constituent un emploi comportant une charge complète.».

Art. 11. Dans l'article 31 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° le point 11° de l'alinéa 1^{er} est supprimé;

2° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 12. Dans l'article 34 du même arrêté royal, le dernier alinéa du § 1^{er} est supprimé.

Art. 13. Dans l'article 45 du même arrêté royal, le dernier alinéa du § 3 est abrogé.

Art. 14. A l'article 46bis, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° le mot 6° est remplacé par ce qui suit:

«6° au cours des 4 années scolaires qui précèdent l'appel à nomination, avoir été désigné en qualité de temporaire protégé et avoir exercé au moins 150 jours dans un établissement de la zone, dans la fonction dans laquelle l'emploi est déclaré vacant;»;

2° un mot 6°bis rédigé comme suit est inséré:

«6°bis en cas de pénurie de candidats répondant aux conditions du point 6°, avoir été désigné en qualité de temporaire protégé dans la fonction dans laquelle l'emploi est déclaré vacant au cours des 4 années scolaires qui précèdent l'appel à nomination;».

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives à la composition des chambres de recours des personnels enseignants, administratifs et ouvriers des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française*

Section I^{re}. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 15. Dans l'article 137 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont introduites:

Les mots «parmi les fonctionnaires généraux du Ministère» sont remplacés par les termes «parmi les magistrats, en activité ou admis à la retraite, ou parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française en activité ou admis à la retraite».

Art. 16. A l'article 140 du même arrêté royal, les mots «de membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française» sont remplacés par «de représentants du pouvoir organisateur».

Section II. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de l'Etat

Art. 17. A l'article 35 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholiques, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de l'Etat, les mots «parmi les magistrats en activité ou admis à la retraite ou parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française en activité ou admis à la retraite» sont insérés avant «et de 10 membres choisis».

Art. 18. A l'article 36 du même arrêté royal, le 1^{er} alinéa est remplacé par «La Chambre de recours est composée de 5 représentants du pouvoir organisateur et de 5 représentants des organisations syndicales représentatives, proposés par elles. Chacune de ces organisations syndicales dispose au moins d'un représentant.».

Section III. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés

Art. 19. § 1^{er}. A l'article 148, 1^o, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de la Communauté française, des centres de formation de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, les mots «ou parmi les fonctionnaires généraux de la Direction générale des Personnels de l'Enseignement de la Communauté française» sont remplacés par les mots «ou parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française, en activité ou admis à la retraite».

§ 2. Au 2^o du même article, les mots «sur proposition du pouvoir organisateur» sont insérés après les mots «désignés par le Gouvernement».

Section IV. — Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 20. A l'article 68 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont introduites:

Les mots «parmi les fonctionnaires généraux du Ministère» sont remplacés par les termes «parmi les magistrats, en activité ou admis à la retraite, ou parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française en activité ou admis à la retraite».

Art. 21. À l'article 69 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante: «Le Gouvernement désigne les membres de la chambre de recours.»;

2^o au second alinéa, les mots «parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française» sont remplacés par «de représentants du pouvoir organisateur».

Section V. — Dispositions modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts

Art. 22. Dans l'article 186 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts, les modifications suivantes sont introduites:

Les mots «parmi les fonctionnaires généraux du Ministère» sont remplacés par les termes «parmi les magistrats, en activité ou admis à la retraite, ou parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française en activité ou admis à la retraite».

Art. 23. A l'article 187 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante: «le Gouvernement désigne les membres de la chambre de recours.»;

2^o au troisième alinéa, les mots «parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française» sont remplacés par «de représentants du pouvoir organisateur».

Section VI. — Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

Art. 24. § 1^{er}. Dans l'article 111, 1^o, du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les mots «ou parmi les fonctionnaires généraux de la direction générale des Personnels de l'Enseignement de la Communauté française» sont remplacés par les mots «ou parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française, en activité ou admis à la retraite».

§ 2. Au 2^o du même article, les mots «sur proposition du pouvoir organisateur» sont insérés après les mots «désignés par le Gouvernement».

Art. 25. § 1^{er}. Dans l'article 255, 1^o, du même décret, les mots «ou parmi les fonctionnaires généraux de la direction générale des Personnels de l'Enseignement de la Communauté française» sont remplacés par les mots «ou parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française, en activité ou admis à la retraite».

§ 2. Au 2^o du même article, les mots «sur proposition du pouvoir organisateur» sont insérés après les mots «désignés par le Gouvernement».

Section VII. — Disposition modifiant le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, Ecoles supérieures des Arts et des Instituts d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française

Art. 26. § 1^{er}. Dans l'article 79, 1^o, du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, Ecoles supérieures des Arts et des Instituts d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, les modifications suivantes sont introduites:

1^o les mots «parmi les magistrats en activité ou admis à la retraite ou» sont insérés avant les mots «parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française»;

2^o les mots «en activité ou admis à la retraite» sont insérés après les mots «fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française».

§ 2. Au 2^o du même article, les mots «sur proposition du pouvoir organisateur» sont insérés après les mots «désignés par le Gouvernement».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Art. 27. A l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, il est inséré un point *1bis*, rédigé comme suit:

« *1bis.* les services effectifs que le membre du personnel a prestés en tant que ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, à partir de l'âge de 18 à 20 ans selon la classe de son échelle, en faisant partie des services d'une institution de l'Union européenne comme titulaire d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes ; ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives au statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française concernant les titres de l'auxiliaire logopédique et à la reconnaissance de l'existence d'instance de concertation locale pour les membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés*

Section I^{re}. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Art. 28. Dans l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, au Chapitre J. «Du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat», après la fonction «Auxiliaire psycho-pédagogique» la fonction suivante est ajoutée:

« Auxiliaire logopédique

a) porteur d'un diplôme de graduat en logopédie, 216

b) porteur d'un diplôme de bachelier en logopédie, 216

c) porteur de la licence en logopédie, 216

d) porteur d'un diplôme de master en logopédie, 216 ».

Section II. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux

Art. 29. A l'article 16, point 5 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, les mots «le diplôme de Bachelier logopède», sont remplacés par les mots «le diplôme de bachelier en logopédie ou le diplôme de master en logopédie».

Art. 30. A l'article 85, 3, du même arrêté royal, les mots «dix ans au moins» sont remplacés par les mots «six ans au moins».

Section III. — Disposition modifiant le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés

Art. 31. A l'article 21, 5^o du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, les mots «le diplôme de Bachelier logopède», sont remplacés par les mots «le diplôme de bachelier en logopédie ou le diplôme de master en logopédie».

Section IV. — Dispositions modifiant le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés

Art. 32. A l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, 15^o, du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, les modifications suivantes sont apportées:

1^o es points b) et c) sont renumérotés en points c) et d).

2^o il est inséré un nouveau point b), rédigé comme suit:

«b) soit, à défaut, l'instance de concertation locale;».

Art. 33. A l'article 7 du même décret, l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 34. A l'article 28, 5^o, du même décret, les mots «le diplôme de Bachelier logopède», sont remplacés par les mots «le diplôme de bachelier en logopédie ou le diplôme de master en logopédie».

Section V. — Disposition modifiant le décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux

Art. 35. A l'article 2, 8^o, du décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux, les mots «le conseil d'entreprise ou à défaut la délégation syndicale» sont remplacés par les mots «le conseil d'entreprise ou, à défaut, l'instance de concertation locale ou, à défaut, la délégation syndicale».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions allongeant le congé de naissance*

Section I^{re}. — Modification de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des Universités de l'Etat

Art. 36. L'article 44, 2°, de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des Universités de l'Etat est complété par deux alinéas, rédigés comme suit:

«Le droit à dix jours de congé accordé en raison de l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec qui, au moment de l'événement, le membre du personnel vit en couple, tel que visé à l'alinéa 1^{er} du point 2°, est étendu comme suit:

- à quinze jours pour les naissances qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2021. Lorsqu'il est fait usage de ces quinze jours, la durée annuelle maximale des congés exceptionnels est portée à 19 jours;

- à vingt jours pour les naissances qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2023. Lorsqu'il est fait usage de ces vingt jours, la durée annuelle maximale des congés exceptionnels est portée à 24 jours.».

Section II. — Modification de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Art. 37. A l'article 4 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les modifications suivantes sont apportées:

1° le point b) de l'alinéa 1^{er} est complété par un second alinéa, rédigé comme suit:

« Le droit à quinze jours de congé, tel que visé à l'alinéa 1^{er}, est étendu à vingt jours pour les naissances qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2023 »

2° à l'alinéa 4, la phrase «Il peut être fractionné» est remplacée par la phrase « Les dix premiers jours sont obligatoires et ne peuvent être fractionnés ».

Section III. — Modification de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 38. A l'article 5 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées:

1° le point b) de l'alinéa 1^{er} est complété par un second alinéa, rédigé comme suit:

«Le droit à dix jours de congé, tel que visé à l'alinéa 1^{er}, est étendu comme suit:

- à quinze jours pour les naissances qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2021;

- à vingt jours pour les naissances qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2023.»;

2° à l'alinéa 4, la phrase «Il peut être fractionné» est remplacée par la phrase «Les dix premiers jours sont obligatoires et ne peuvent être fractionnés».

Section IV. — Modification de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

Art. 39. A l'article 4 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, les modifications suivantes sont apportées:

1° le point b) de l'alinéa 1^{er} est complété par un second alinéa, rédigé comme suit:

«Le droit à dix jours de congé, tel que visé à l'alinéa 1^{er}, est étendu comme suit:

- à quinze jours pour les naissances qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2021;

- à vingt jours pour les naissances qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2023.»;

2° à l'alinéa 4, la phrase «Il peut être fractionné» est remplacée par la phrase «Les dix premiers jours sont obligatoires et ne peuvent être fractionnés».

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant la réglementation en matière de congés en vue d'étendre à dix jours le congé exceptionnel accordé au membre du personnel lors du décès d'un enfant*

Section I^{re}. — Modification de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Art. 40. A l'article 4 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, point c), il est ajouté un deuxième alinéa, rédigé comme suit:

«Toutefois, en cas de décès de l'enfant du membre du personnel, de l'enfant de son conjoint ou de la personne avec qui il vit en couple, ce congé est de dix jours ouvrables.»;

2° il est inséré un 5e alinéa, rédigé comme suit:

«Par dérogation au troisième alinéa, le congé visé au deuxième alinéa du point c) doit être pris par le membre du personnel dans les quatre mois qui suivent l'évènement pour lequel le congé lui est accordé».

Section II. — Modification de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 41. A l'article 5 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, point c), il est ajouté un deuxième alinéa, rédigé comme suit:

«Toutefois, en cas de décès de l'enfant du membre du personnel, de l'enfant de son conjoint ou de la personne avec qui il vit en couple, ce congé est de dix jours ouvrables.»;

2° il est inséré un 5e alinéa, rédigé comme suit:

«Par dérogation au troisième alinéa, le congé visé au deuxième alinéa du point c) doit être pris par le membre du personnel dans les quatre mois qui suivent l'évènement pour lequel le congé lui est accordé».

Section III. — Modification de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

Art. 42. A l'article 4 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er} point c), il est ajouté un deuxième alinéa, rédigé comme suit:

«Toutefois, en cas de décès de l'enfant du membre du personnel, de l'enfant de son conjoint ou de la personne avec qui il vit en couple, ce congé est de dix jours ouvrables.»;

2° il est inséré un 5e alinéa, rédigé comme suit:

«Par dérogation au troisième alinéa, le congé visé au deuxième alinéa du point c) doit être pris par le membre du personnel dans les quatre mois qui suivent l'évènement pour lequel le congé lui est accordé».

CHAPITRE X. — *Dispositions étendant le bénéfice du congé exceptionnel en cas de mariage d'un enfant du membre du personnel aux situations de cohabitations légales*

Section Ire. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des Universités de l'Etat

Art. 43. A l'article 44, 2°, de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des Universités de l'Etat, la ligne «Mariage d'un enfant 2 jours» est remplacée par la ligne «Mariage ou enregistrement d'une déclaration de cohabitation légale d'un enfant 2 jours».

Section II. - Disposition modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Art. 44. A l'article 4, alinéa 1^{er}, d), de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat tel que modifié, les termes «ou l'enregistrement d'une déclaration de cohabitation légale» sont insérés entre les termes «pour le mariage» et les termes «d'un enfant du membre du personnel».

Section III. - Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 45. A l'article 5, alinéa 1^{er}, d), de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les mots «ou l'enregistrement d'une déclaration de cohabitation légale» sont insérés entre les mots «pour le mariage» et les mots «d'un enfant du membre du personnel».

Section IV. - Disposition modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

Art. 46. A l'article 4, alinéa 1^{er}, d), de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection tel que modifié, les termes «ou l'enregistrement d'une déclaration de cohabitation légale» sont insérés entre les termes «pour le mariage» et les termes «d'un enfant du membre du personnel».

CHAPITRE XI. - Dispositions modifiant la réglementation en matière de congé de maternité

Section I^{re}. - Modifications de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Art. 47. A l'article 10^{bis} de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les alinéas premier et deuxième sont remplacés par ce qui suit:

«Jusqu'à la date à laquelle débute le congé de maternité, les jours d'absence directement liés à l'état de grossesse du membre du personnel ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité dont bénéficie le membre du personnel en vertu du présent texte lorsqu'un contrôle effectué par l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française de contrôler les absences pour maladie ou infirmité confirme que ces absences sont liées à l'état de grossesse du membre du personnel.»

Art. 48. À l'article 39 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

1° le deuxième alinéa est abrogé;

2° au 5^{ème} alinéa, devenant 4^{ème} alinéa, les mots «à l'alinéa 3» sont remplacés par les mots «à l'alinéa 2»;

3° au 7^{ème} et dernier alinéa, devenant 6^{ème} et dernier alinéa, les mots «L'alinéa 3» sont remplacés par les mots «L'alinéa 2».

Section II. - Modification de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 49. À l'article 51 de l'arrêté royal 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées:

1° le troisième alinéa est abrogé;

2° au 2^{ème} alinéa, les mots «Sans préjudice de l'alinéa 3 du présent article,» sont supprimés;

3° au 5^{ème} et dernier alinéa, devenant 4^{ème} et dernier alinéa, les mots «L'alinéa 4» sont remplacés par les mots «L'alinéa 3».

Section III. - Modification de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

Art. 50. À l'article 48 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, les modifications suivantes sont apportées:

1° le deuxième alinéa est abrogé;

2° au 5^{ème} alinéa, devenant 4^{ème} alinéa, les mots «à l'alinéa 3» sont remplacés par les mots «à l'alinéa 2»;

3° au 7^{ème} et dernier alinéa, devenant 6^{ème} et dernier alinéa, les mots «L'alinéa 3» sont remplacés par les mots «L'alinéa 2».

Section IV. - Modification du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement

Art. 51. A l'article 5, du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement, les alinéas premier et deuxième sont remplacés par ce qui suit:

«Jusqu'à la date à laquelle débute le congé de maternité, les jours d'absence directement liés à l'état de grossesse du membre du personnel ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité dont bénéficie le membre du personnel en vertu du présent décret lorsqu'un contrôle effectué par l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française de contrôler les absences pour maladie ou infirmité confirme que ces absences sont liées à l'état de grossesse du membre du personnel.»

CHAPITRE XII. - Dispositions instaurant une présentation annuelle du taux de nomination ou d'engagement à titre définitif au sein des établissements de promotion sociale

Art. 52. A l'article 46quinquies de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré, à la suite de l'alinéa 1^{er}, un nouveau 2^{ème} alinéa rédigé comme suit:

«Lors de la réunion de la commission zonale d'affectation, une présentation du taux de nomination au sein de l'établissement est organisée sur la base des données suivantes qui auront été préalablement communiquées aux membres du personnel par le chef d'établissement:

- taux de nomination global au sein de l'établissement;

- taux de nomination dans les périodes organiques;

- taux d'experts au sein de l'établissement;

- taux des mises en disponibilité par défaut d'emploi et en perte partielle de charge au sein de l'établissement».

Art. 53. A l'article 43 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, il est ajouté un nouvel alinéa 6 rédigé comme suit:

«Dans l'enseignement de promotion sociale, une présentation du taux d'engagement à titre définitif au sein du pouvoir organisateur est organisée annuellement au sein conseil d'entreprise, ou à défaut au sein de l'instance de concertation locale, ou à défaut avec la délégation syndicale, sur la base des données suivantes qui auront été préalablement communiquées par le pouvoir organisateur:

- taux d'engagement à titre définitif global au sein du pouvoir organisateur et par établissement;
- taux d'engagement à titre définitif dans les périodes organiques et par établissement;
- taux d'experts au sein du pouvoir organisateur et par établissement;
- taux des mises en disponibilité par défaut d'emploi et en perte partielle de charge au sein du pouvoir organisateur et par établissement.»

Art. 54. l'article 31 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, il est inséré, à la suite de l'alinéa 3, un nouvel alinéa 4 rédigé comme suit:

«Dans l'enseignement de promotion sociale, une présentation du taux de nomination au sein du pouvoir organisateur est organisée annuellement au sein de la commission paritaire locale sur la base des données suivantes qui auront été préalablement communiquées par le pouvoir organisateur:

- taux de nomination global au sein du pouvoir organisateur et par établissement;
- taux de nomination dans les périodes organiques et par établissement;
- taux d'experts au sein du pouvoir organisateur et par établissement;
- taux des mises en disponibilité par défaut d'emploi et en perte partielle de charge au sein du pouvoir organisateur et par établissement.»

CHAPITRE XIII. - Disposition modifiant la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement

Art. 55. A l'article 3 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, les points a. et b. sont supprimés.

CHAPITRE XIV. - Dispositions modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

Art. 56. A l'article 2, § 6, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les mots «en vertu de l'article 4^{ter} et 4^{ter}/1» sont remplacés par les mots «en vertu des articles 4^{ter}, 4^{ter}/1 et 4^{ter}/2».

Art. 57. A l'article 2, § 7, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

- 1° les mots «en vertu de l'article 4^{quater}» sont remplacés par les mots «en vertu des articles 4^{quater} et 4^{quater}/1»;
- 2° les deux alinéas suivants sont ajoutés:

«Toutefois, la possibilité de modifier la fraction d'interruption des prestations après un fractionnement de l'interruption de carrière complète, telle que prévue au § 1^{er}, deuxième alinéa de l'article 4^{quater}/1 précité, ne leur est pas applicable.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} peuvent en outre, moyennant l'accord du pouvoir organisateur, obtenir une réduction de leurs prestations d'1/10^{ème} du nombre minimum d'heures, de périodes ou de leçons requis pour constituer la fonction exercée à prestations complètes, en vertu des articles 4^{quater} et 4^{quater}/1 de l'arrêté royal du 12 août 1991 précité.»

Art. 58. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 2^{ter}, alinéa 2, les mots «déterminées par l'article 4^{ter} et 4^{ter}/1» sont remplacés par les mots «déterminées par les articles 4^{ter}, 4^{ter}/1 et 4^{ter}/2»;

2° au § 2^{quater}, alinéa 2, les mots «par l'article 4^{quater}» sont remplacés par les mots «par les articles 4^{quater} et 4^{quater}/1»;

3° au même § 2^{quater}, il est ajouté un alinéa 3 rédigé comme suit:

«Toutefois, la possibilité de modifier la fraction d'interruption des prestations après un fractionnement de l'interruption de carrière complète, telle que prévue au § 1^{er}, deuxième alinéa de l'article 4^{quater}/1 précité, ne leur est pas applicable.»

Art. 59. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots «par le Ministre ou son délégué» sont remplacés par les mots «par le pouvoir organisateur ou par le Ministre ou son délégué, selon le cas»;

2° au § 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

«Le préavis doit être adressé au pouvoir organisateur ou au Ministre ou son délégué, selon le cas, par l'intermédiaire:

- du directeur ou de l'administrateur dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- du directeur dans les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française;- de l'autorité hiérarchique pour les membres du Service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux, pour les membres du Service général de l'Inspection et pour les membres des Centres de dépaysement et de plein air.»

3° au § 1^{er}, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit:

«Le pouvoir organisateur transmet le préavis au Ministre ou son délégué.»

4° au § 3, les mots «ou la réception de l'accord du pouvoir organisateur, selon le cas» sont insérés entre les termes «la décision du Ministre ou de son délégué» et les termes «, de la date à laquelle le membre du personnel reprend ses fonctions ou les exerce à nouveau complètement.»;

5° au § 4, alinéa 1^{er}, les mots «par le Ministre ou son délégué» sont remplacés par les mots «par le pouvoir organisateur ou par le Ministre ou son délégué, selon le cas»;

6° au § 4, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

«Cette demande doit être adressée au pouvoir organisateur ou au Ministre ou son délégué, selon le cas, par l'intermédiaire:

- du directeur ou de l'administrateur dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- du directeur dans les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française;
- de l'autorité hiérarchique pour les membres du Service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux, pour les membres du Service général de l'Inspection et pour les membres des Centres de dépaysement et de plein air.»;

7° au § 4, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit:

«Le pouvoir organisateur transmet la demande au Ministre ou son délégué.».

CHAPITRE XV.- Dispositions modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

Art. 60. A l'article 29^{quater}, alinéa 1^{er} du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les modifications suivantes sont apportées:

1° au 1^o*bis*, un deuxième alinéa est ajouté, libellé comme suit: «La reconduction de cette affectation prioritaire se fait de la même manière jusqu'à ce que le membre du personnel remplisse les conditions d'engagement à titre définitif. Si, à ce moment, le membre du personnel ne pose pas sa candidature à l'engagement à titre définitif, le pouvoir organisateur est délié de l'obligation de reconduction. S'il pose sa candidature dans les formes et les délais prescrits, par dérogation à l'article 42*bis* du présent décret, le pouvoir organisateur procède à l'engagement à titre définitif dans l'emploi»;

2° au 1^o*ter*, le cinquième alinéa est complété par les mots suivants: «S'il pose sa candidature dans les formes et les délais prescrits, par dérogation à l'article 42*bis* du présent décret, le pouvoir organisateur procède à l'engagement à titre définitif dans l'emploi»;

3° au 2^o*bis*, le troisième alinéa est complété par les mots suivants: «S'il pose sa candidature dans les formes et les délais prescrits, par dérogation à l'article 42*bis* du présent décret, le pouvoir organisateur procède à l'engagement à titre définitif dans l'emploi.».

Art. 61. A l'article 29^{quinquies} du même décret, un deuxième alinéa est inséré, libellé comme suit: «Si l'emploi est définitivement vacant, le membre du personnel réaffecté ou remis au travail qui remplit les conditions d'engagement à titre définitif dans cet emploi et qui pose sa candidature dans les formes et délais prescrits y est engagé à titre définitif par dérogation à l'article 42*bis* du présent décret».

Art. 62. A l'article 34*bis*, § 5, du décret du même décret, les mots «la Commission paritaire compétente» sont remplacés par les mots «la Commission centrale de gestion des emplois compétente».

Art. 63. A l'article 34^{ter} du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes «la Commission paritaire compétente» sont remplacés par les termes «la Commission centrale de gestion des emplois compétente»;

2° au § 2, alinéa 2, les termes «la Commission paritaire compétente» sont remplacés par les termes «la Commission centrale de gestion des emplois compétente»;

3° Au § 2, alinéa 4, les termes «la Commission paritaire compétente» sont remplacés par les termes «la Commission centrale de gestion des emplois compétente»;

4° Au § 3, alinéa 1^{er}, les termes «la Commission paritaire compétente» sont remplacés par les termes «la Commission centrale de gestion des emplois compétente»;

5° Au § 4, alinéa 5, les termes «la Commission paritaire compétente» sont remplacés par les termes «la Commission centrale de gestion des emplois compétente».

Art. 64. L'article 41^{quinquies}, § 2, du même décret est complété par un deuxième alinéa, rédigé comme suit:

«Pour les fonctions enseignantes, cet engagement à titre définitif est soumis à la condition que le membre du personnel dispose d'un titre pédagogique».

CHAPITRE XVI. - Dispositions modifiant la réglementation relative à la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente

Section Ire. - Disposition modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 65. A l'article 167, § 3, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, un septième alinéa est inséré, rédigé comme suit:

«La réaffectation ne peut toutefois conduire à l'obligation, pour le membre du personnel, d'accepter un emploi dans l'enseignement spécialisé, sauf s'il y bénéficie déjà d'une nomination à titre définitif.».

Section II. - Disposition modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française

Art. 66. A l'article 47*duodecies*, § 3, de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, un alinéa 6 est inséré, rédigé comme suit:

«La réaffectation ne peut toutefois conduire à l'obligation, pour le membre du personnel, d'accepter un emploi dans l'enseignement spécialisé, sauf s'il y bénéficie déjà d'une nomination à titre définitif.»

Section III. - Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés

Art. 67. A l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, un troisième alinéa est inséré, rédigé comme suit:

«La réaffectation définitive ne peut toutefois conduire à l'obligation, pour le membre du personnel, d'accepter un emploi dans l'enseignement spécialisé, sauf s'il y bénéficie déjà d'une nomination à titre définitif.»

Section IV. - Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé

Art. 68. A l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 2*bis*, les mots «et 2°» sont remplacés par les mots «, 2° et 2°*bis*»;

2° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots «et 2°» sont remplacés par les mots «, 2° et 2°*bis*»;

3° au § 3, alinéa 2, les mots «et 2°*bis*» sont insérés entre les mots «29*quater*, 2°» et les mots «, et sur la reconduction de la réaffectation ou de la remise au travail visée à l'alinéa 1^{er}».

Section V. - Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés

Art. 69. A l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 2*bis*, les mots «et 2°» sont remplacés par les mots «, 2° et 2°*bis*»;

2° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots «et 2°» sont remplacés par les mots «, 2° et 2°*bis*»;

3° au § 3, alinéa 2, les mots «et 2°*bis*» sont insérés entre les mots «29*quater*, 2°» et les mots «, et sur la reconduction de la réaffectation ou de la remise au travail visée à l'alinéa 1^{er}».

CHAPITRE XVII. - Dispositions modifiant le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et les mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 70. A l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et les mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française,

1° au point 1°, les termes «auprès de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur» sont insérés entre les termes «des centres psycho-médico-sociaux» et les termes «et auprès des cabinets ministériels de la Communauté française»;

2° le point 2° est complété par ce qui suit:

«ou du pouvoir organisateur autonome de l'enseignement organisé.»

Art. 71. Dans le chapitre II du même décret, il est inséré un article 14*bis*, rédigé comme suit:

«Article 14*bis*. Par dérogation à l'article 1^{er}, le membre du personnel en disponibilité pour maladie qui a conclu un plan de réintégration conformément au chapitre VI du livre 1^{er}, titre 4 du Code au bien-être au travail dans le cadre d'une inaptitude temporaire à l'exercice de sa fonction peut, moyennant l'accord de l'Office médico-social de l'Etat, solliciter un congé pour mission en vue de mettre en œuvre le plan de réintégration.

La mission est exercée auprès du pouvoir organisateur qui a établi le plan de réintégration et doit s'inscrire dans le cadre du projet pédagogique de ce dernier.

Le congé pour mission visé au présent article est accordé pour l'année scolaire ou académique en cours et peut être prolongé moyennant nouvel examen et accord de l'Office médico-social de l'Etat. Il est dans tous les cas limité à la durée de validité du plan de réintégration.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le congé pour mission prend fin anticipativement et de plein droit à la date à laquelle le conseiller en prévention-médecin du travail estime qu'il doit être mis fin au trajet de réintégration.

Le congé pour mission ne peut être accordé que lorsque le pouvoir organisateur ne dispose d'aucun emploi organique pouvant être attribué au membre du personnel concerné dans le respect des règles statutaires et permettant de mettre en œuvre le plan de réintégration visé à l'alinéa 1^{er}.

Le congé pour mission accordé au membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas imputé sur les nombres fixés en vertu de l'article 6, § 4.»

CHAPITRE XVIII. - Disposition modifiant le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 72. La section 3 du Titre V du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complétée par un article 321*bis* rédigé comme suit:

«Par dérogation aux articles 95, 14°, 189, 14°, et 268, 14°, du présent décret, le membre du personnel qui, au cours de l'année académique 2020-2021, se trouvait dans la sixième année académique qui suit son premier engagement ou sa première désignation dans un emploi vacant dans la fonction et les cours à conférer, bénéficie d'une année académique supplémentaire pour obtenir le CAPAES.».

CHAPITRE XIX. - Disposition modifiant le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Art. 73. A l'article 12*quater* du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots «et d'un titre pédagogique constituant un titre de capacité tel que défini à l'article 17 du décret 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française» sont remplacés par les mots «et, soit d'un titre pédagogique constituant un titre de capacité tel que défini à l'article 17 du décret 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, soit d'un titre de bachelier d'éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif»;

2° un alinéa 2 rédigé comme suit est ajouté:

«Par dérogation à l'alinéa précédent, les membres du personnel ayant participé à une des sessions de formation à la fonction d'administrateur visées à l'article 19, avant le 1^{er} septembre 2019, et titulaires d'au moins une attestation de réussite d'une des sessions peuvent également être nommés dans la fonction d'administrateur même s'ils ne sont pas porteurs d'un titre pédagogique constituant un titre de capacité tel que défini à l'article 17 du décret 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.».

CHAPITRE XX. - Dispositions modifiant le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 74. L'article 8, alinéa 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est remplacé par l'alinéa suivant: «Le Gouvernement détermine le modèle des documents permettant d'introduire valablement une demande de valorisation d'expérience utile à la Commission instituée à l'article 8/1».

Art. 75. Dans le même décret sont insérés les articles 8/1 à 8/3, rédigés comme suit:

«Article 8/1. Il est créé une commission de reconnaissance d'expérience utile, ci-après nommée la Commission.

La Commission décide valablement si:

1° les services attestés ou déclarés par le candidat à une désignation ou à un engagement à titre temporaire à la fonction de maître de formation pratique dans une Haute Ecole, constituent l'expérience utile visée à l'article 8 du présent décret et à l'article 17, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique;

2° les services attestés ou déclarés par le candidat à une désignation ou à un engagement à titre temporaire à la fonction de maître-assistant chargé de la gestion administrative et juridique de la Haute Ecole ou à celle de maître-assistant chargé de la gestion financière et comptable de la Haute Ecole, constituent l'expérience utile telle que définie à l'article 7*bis*, § 3, 4, du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Article 8/2. - § 1^{er}. La Commission est composée comme suit:

1° un président et son suppléant: un agent de rang 10 au moins des services du Gouvernement;

2° les membres suivants:

a) un membre effectif et son suppléant, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française;

b) un membre effectif et son suppléant, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale des personnels de l'enseignement subventionné;

c) trois membres et leurs suppléants choisis parmi les membres du personnel directeur et enseignant des Hautes Ecoles et proposés par le Conseil Général des Hautes Ecoles, chaque réseau disposant d'au moins un mandat;

d) trois membres et leurs suppléants représentant les organisations syndicales siégeant au sein du Comité de secteur IX ou du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2^e section; ceux-ci sont désignés par leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif. Le S.L.F.P., la F.S.C.S.P. et la C.G.S.P. disposent chacun d'au moins un mandat.

Le président et son suppléant, les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés pour un terme de quatre ans renouvelable.

§ 2. La Commission est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant désignés parmi les membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.

§ 3. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur.

§ 4. La Commission peut solliciter l'avis d'experts.

§ 5. Le mandat des présidents et des membres est gratuit. Ils ont droit aux indemnités réglementaires pour les frais de parcours et de séjour.

§ 6. Les experts visés au § 4 dont la résidence administrative n'est pas située à Bruxelles ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour.

Article 8/3 - § 1^{er}. Toute personne qui sollicite la décision de la Commission doit introduire sa demande, par lettre recommandée à la poste ou par voie électronique et adressée au président de la Commission, Administration générale de l'Enseignement, Espace 27 septembre, boulevard Léopold II 44, à 1080 Bruxelles.

La demande doit comporter tous les éléments permettant à la Commission d'émettre une décision en toute connaissance de cause ainsi que toutes les pièces de nature à contrôler ces éléments.

§ 2. La Commission statue en prenant en considération, pour le ou les cours à conférer au sens du présent décret, les services rendus par le candidat soit dans une entreprise familiale ou dans le cadre d'activités qu'il a exercées pour son propre compte, soit dans un service ou un établissement public ou privé, soit dans un métier ou une profession.

§ 3. Toute personne qui introduit une demande de reconnaissance d'expérience utile peut être entendue par la Commission, si cette dernière en exprime le souhait.

§ 4. La Commission délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

§ 5. Dans les quatre mois qui suivent la date de réception de la demande, la Commission:

- soit prend une décision de reconnaissance d'expérience utile du métier telle que définie à l'article 8 du présent décret, à l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 et à l'article 17, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique;

- soit averti le candidat par lettre recommandée à la poste ou par voie électronique qu'elle envisage de ne pas lui reconnaître cette expérience utile. Le candidat dispose alors d'un délai de quinze jours ouvrables à dater de la notification pour introduire un recours auprès de la Commission. Dans ce cas, la Commission est tenue de remettre sa décision dans les six mois qui suivent la date de réception de la demande initiale.

Les délais prévus à l'alinéa précédent sont suspendus pendant les mois de juillet et août.».

Art. 76. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999 pris en application de l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et de l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes:

1° l'article 6, § 2, est remplacé par ce qui suit: «La demande de valorisation de l'expérience utile est introduite au moyen des documents figurant aux annexes 1 et 2»;

2° les articles 1 à 6, § 1^{er}, et 7 à 14 sont abrogés.

CHAPITRE XXI. - Dispositions modifiant le décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement

Art. 77. A l'article 10 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement, l'alinéa 1^{er} est remplacé par les mots suivants: «Par dérogation aux dispositions qui précèdent, lorsqu'il résulte d'un accident du travail, d'un accident sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle, le congé pour cause de maladie ou d'infirmité est accordé sans limite de temps:

- durant la période d'incapacité antérieure à la date de consolidation/durant la période d'incapacité temporaire;
- durant les périodes d'absence postérieures à cette même date de consolidation, pour autant qu'il s'agisse d'une nouvelle incapacité liée à l'incapacité initiale mais intervenue après une reprise du travail.».

Art. 78. A l'article 17 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots «, sur convocation» sont ajoutés à la suite des mots «au cours du mois correspondant à celui de sa mise en disponibilité»;

2° à l'alinéa 2, les mots «, dûment convoqué,» sont insérés entre les mots «Si le membre du personnel» et les mots «ne comparait pas».

CHAPITRE XXII. - Dispositions modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Art. 79. A l'article 62, 6° du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les termes «le Gouvernement peut, après avis d'une commission qu'il crée, dont il fixe la composition et le fonctionnement, reconnaître cette expérience utile.» sont supprimés.

Art. 80. A l'article 82, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots «Le Gouvernement peut, sur avis favorable d'une Commission qu'il crée,» sont remplacés par les mots «La Commission visée à l'article 82bis peut, selon la procédure visée à l'article 82ter,»;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 81. Dans le même décret, sont insérés les articles 82bis et 82ter, rédigés comme suit:

«Article 82bis. § 1^{er}. Il est créé une Commission de reconnaissance d'expérience utile et de notoriété par domaine ci-après nommée la Commission.

§ 2. La Commission est composée, par domaine, comme suit:

1° un président et son suppléant: un agent de rang 10 au moins des services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française;

2° les membres suivants:

a) l'inspecteur des cours artistiques compétent pour le domaine considéré;

b) quatre membres et leurs suppléants choisis parmi les membres du personnel directeur et enseignant des Ecoles supérieures des Arts et proposés par le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique visé à l'article 2, § 1^{er}, 10°;

c) quatre experts dont la moitié sont désignés sur proposition du Conseil supérieur artistique;

d) trois membres et leurs suppléants représentant les organisations syndicales siégeant au sein du Comité de secteur IX ou du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II; ceux-ci sont désignés par leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif. Chaque organisation syndicale dispose d'au moins un mandat.

Le président et son suppléant, les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés pour un terme de quatre ans renouvelable.

§ 3. La Commission est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant parmi les membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant ont voix consultative.

§ 4. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur.

§ 5. La Commission peut solliciter l'avis d'experts.

§ 6. Le mandat de président, président suppléant et des membres est gratuit.

Ils bénéficient d'indemnités pour frais de séjour et du remboursement de leurs frais de parcours dans les mêmes conditions que les agents des services du Gouvernement de rang 12.

§ 7. Les experts visés au § 4 dont la résidence administrative n'est pas située à Bruxelles ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour selon les tarifs applicables aux membres du personnel de niveau 1 des services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française.

Article 82ter. § 1^{er}. Toute demande de reconnaissance d'expérience utile et de notoriété s'il échet est adressée par lettre recommandée à la poste ou par voie électronique au président de la Commission. La demande peut également être déposée auprès du président de la Commission, contre accusé de réception.

La demande doit comporter les éléments permettant à la Commission d'émettre une décision en toute connaissance de cause ainsi que les pièces de nature à contrôler ces éléments.

§ 2. La Commission statue en prenant en considération, pour le ou les cours à conférer, les services rendus par le candidat soit dans le cadre d'activités qu'il a exercées pour son propre compte, soit dans un service ou un établissement public ou privé, soit dans un métier, une profession ou une pratique artistique.

Lorsque le métier, la profession ou la pratique artistique revêtent la forme de manifestations publiques limitées dans le temps, dont le candidat fait la preuve, la Commission peut prendre également en considération la préparation nécessaire et l'évaluer en unités de mois.

§ 3. Toute personne qui introduit une demande de reconnaissance d'expérience utile ou de notoriété auprès de la Commission peut être entendue par celle-ci, si cette dernière en exprime le souhait.

§ 4. La Commission délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

§ 5. Dans les quatre mois qui suivent la date de réception de la demande, la Commission:

1° soit prend une décision de reconnaissance d'expérience utile et de notoriété s'il échet;

2° soit averti le candidat par voie électronique qu'elle envisage de ne pas lui reconnaître cette expérience utile et la notoriété s'il échet. Le candidat dispose alors d'un délai de quinze jours ouvrables à dater de la notification pour fournir des éléments complémentaires à la Commission. Dans ce cas, la Commission est tenue de remettre sa décision définitive dans les six mois qui suivent la date de réception de la demande initiale.

Les délais prévus à l'alinéa précédent sont suspendus pendant les mois de juillet et août.»

Art. 82. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 créant la Commission de reconnaissance de l'expérience utile et de notoriété pour les membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française est abrogé.

Art. 83. A l'article 103, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots «par lettre recommandée à la poste» sont remplacés par les mots «selon les modalités fixées par l'appel visé à l'article 102.»

Art. 84. A l'article 130 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit: «Les demandes de mutations sont introduites à peine de nullité dans la forme et le délai fixés par l'appel visé à l'alinéa 1^{er}.»

Art. 85. A l'article 228 du même décret, les mots «par lettre recommandée à la poste» sont remplacés par les mots «selon les modalités fixées par l'appel visé à l'article 227.»

Art. 86. A l'article 257 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé comme suit: «Les demandes de mutations sont introduites à peine de nullité dans la forme et le délai fixés par l'appel visé à l'alinéa 1^{er}.»

Art. 87. A l'article 358 du même décret, les mots «par lettre recommandée à la poste» sont remplacés par les mots «selon les modalités fixées par l'appel visé à l'article 357.»

Art. 88. A la Quatrième partie, Titre V, Chapitre III, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° à la Section 2, l'intitulé de la Sous-section 2 est remplacé par ce qui suit:

«Sous-section 2. - De la désignation à durée déterminée des chargés de programmation, des chargés de travaux, des professeurs, des professeur-assistants, des accompagnateurs et des chargés d'enseignement»;

2° à la Section 2, l'intitulé de la Sous-section 4 est remplacé par ce qui suit:

«Sous-section 4. - De la désignation à durée indéterminée des chargés de programmation, des chargés de travaux, des professeurs, des professeur-assistants, des accompagnateurs et des chargés d'enseignement»;

3° l'intitulé de la Section 4 est remplacé par ce qui suit:

«Section 4. - De la nomination à titre définitif dans une fonction de chargé de programmation, de chargé de travaux, de professeur, de professeur-assistant, d'accompagnateur, de chargé d'enseignement».

Art. 89. A l'article 387 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé comme suit: «Les demandes de mutations sont introduites à peine de nullité dans la forme et le délai fixés par l'appel visé à l'alinéa 1^{er}.».

CHAPITRE XXIII. - Dispositions relatives aux puériculteurs(trices) ACS/APE relevant de l'enseignement fondamental ordinaire subventionné

Section I^{re}. - Disposition modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française

Art. 90. A l'article 28 du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, dernier alinéa, 2^{ème} tiret, les termes «ou Part-APE» sont ajoutés entre les termes «agent PTP» et les termes «en qualité»;

2° au § 2, dernier alinéa, 2^{ème} tiret, les termes «ou Part-APE» sont ajoutés entre les termes «agent PTP» et les termes «en qualité»;

3° au § 3, b), les termes «au 30 avril» sont remplacés par les termes «au 30 juin»;

4° au § 3, dernier alinéa, 2^{ème} tiret, les termes «ou Part-APE» sont ajoutés entre les termes «agent PTP» et les termes «en qualité»;

5° au § 7, alinéa 1^{er}, les termes «pour le 1^{er} mai» sont remplacés par les termes «pour le 10 juin»;

6° au § 7, alinéa 1^{er}, les termes «depuis le 1^{er} septembre qui précède» sont remplacés par les termes «du 1^{er} septembre au 30 juin de l'année scolaire en cours».

Section II. - Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française

Art. 91. À l'article 38, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, les termes «engagé en qualité de puériculteur ACS/APE» sont ajoutés entre les termes «au puériculteur» et les termes «qui est le mieux classé».

Art. 92. A l'article 83 du même décret, les termes «pour le 1^{er} mai» sont remplacés par les termes «pour le 10 juin».

CHAPITRE XXIV. - Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 93. A l'article 5, alinéa 2, du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le point 1 est abrogé.

Art. 94. A l'article 7, alinéa 2, du même décret, le point 1 est abrogé.

Art. 95. A l'article 9, alinéa 2, du même décret, le point 1 est abrogé.

Art. 96. A l'article 11, alinéa 2, du même décret, le point 1 est abrogé.

Art. 97. A l'article 13, § 1^{er}, point 1°, du même décret, les termes «rang 12» sont remplacés par les termes «rang 10».

Art. 98. À l'article 29, § 1^{er}, du même décret, les termes «ne suspend pas» sont remplacés par le terme «suspend».

CHAPITRE XXV. - Dispositions modifiant le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion

Art. 99. A l'article 85, § 1^{er}, du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, un deuxième alinéa, rédigé comme suit, est ajouté:

«La réaffectation définitive ne peut toutefois conduire à l'obligation pour le membre du personnel dont les prestations étaient exercées dans l'enseignement ordinaire d'accepter un emploi dans l'enseignement spécialisé, sauf s'il y bénéficie déjà d'une nomination à titre définitif.».

Art. 100. À l'article 92, § 2, point 1°, du même décret, les termes «rang 15» sont remplacés par les termes «rang 10».

CHAPITRE XXVI. - Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement

Art. 101. A l'article 15, § 2, alinéa 3, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement les mots «, pour autant qu'elles prouvent que les membres du personnel ont effectivement suivi au moins 75% de la formation,» sont insérés entre les mots «Ces attestations» et «prolongent d'office».

Art. 102. A l'article 16, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

«Nul ne peut s'inscrire à l'un des modules de formation si, à la date d'introduction de sa demande de formation, il n'est pas titulaire:

1° du titre de capacité visé à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 3, 1°, et d'un des titres de capacité visés au 2° du même article, pour l'enseignement organisé par la Communauté française;

2° du titre de capacité visé à l'article 57, alinéa 1^{er}, 1°, et d'un des titres de capacité visés au 2° du même article, pour l'enseignement officiel subventionné;

3° du titre de capacité visé à l'article 80, § 1^{er}, alinéa, 1°, et d'un des titres de capacité visés au 2° du même article, pour l'enseignement libre subventionné.».

Art. 103. A l'article 131*ter* du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe premier est complété par un alinéa rédigé comme suit:

«Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, ces membres du personnel peuvent, en vue d'actualiser leurs connaissances, suivre les modules de formation tels que prévus aux articles 10, §§ 3 et 4, et 11, §§ 3 et 4.»;

2° dans le paragraphe 2, le 3° est remplacé par ce qui suit:

«3° le membre du personnel en possession de l'attestation de réussite relative à l'axe pédagogique du volet commun à l'ensemble des réseaux doit suivre et réussir la partie du module «vision pédagogique et pilotage» de 21h visée à l'article 10, § 4, alinéa 2, 1°, b.; en sont dispensées les personnes qui disposent de l'attestation de fréquentation délivrée par l'IFC démontrant qu'ils ont suivi en 2017-2018, en 2018-2019 ou en 2019-2020 au moins la formation de 14 heures qui suit la conférence introductive (volume de 3 heures) du module de formation inter-réseaux «Plan de pilotage – enjeux, attentes et processus»».

CHAPITRE XXVII. - Disposition modifiant le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française

Art. 104. A l'article 32*quater* du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieur d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, un § 3 rédigé comme suit est ajouté:

«§ 3. Le membre du personnel en disponibilité pour maladie ou infirmité qui bénéficie d'un traitement d'attente est tenu de se présenter chaque année devant le MEDEX sur convocation.

Si le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas devant le MEDEX, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'au moment où il se présentera.».

CHAPITRE XXVIII. - Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française

Art. 105. A l'article 17, § 1^{er}, 3°, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, il est inséré un point c) rédigé comme suit:

«c) pour les fonctions spécifiques à l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1 et de forme 2: l'instituteur maternel. Par «spécifiques», on entend les fonctions qui ne sont organisées que dans ces deux formes de l'enseignement spécialisé.».

Art. 106. A l'article 21 du même décret, il est ajouté un § 7 rédigé comme suit:

«§ 7. Le Gouvernement peut prévoir un nombre de mois d'expérience utile plus important que celui prévu aux paragraphes 1 à 6 du présent article lorsque le nombre de crédits ou de périodes spécifiques à la discipline considérée dans la formation ayant mené au diplôme repris en composante disciplinaire du titre de capacité n'est pas suffisamment important que pour assurer l'adéquation dudit diplôme avec la fonction.».

Art. 107. A l'article 50 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, 2°, le terme «baccalauréat» est remplacé par le terme «bachelier»;

2° au § 2, 2°, le terme «baccalauréat» est remplacé par le terme «bachelier»;

3° au § 4, 1°, le terme «baccalauréat» est remplacé par le terme «bachelier»;

4° au § 6, 2°, le terme «baccalauréat» est remplacé par le terme «bachelier».

Art. 108. A l'article 293*bis* du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er} les termes «1^{er} septembre 2021» sont remplacés par les termes «1^{er} septembre 2024».

2° au § 3, il est ajouté un 2^{ème} et dernier alinéa rédigé comme suit «Par dérogation, durant la même période, les membres du personnel porteurs d'un titre classé antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret comme titre requis pour l'exercice de ces fonctions peuvent y être nommés ou engagés à titre définitif dès qu'ils répondent à toutes les autres conditions statutaires».

Art. 109. A l'article 293*ter* du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes «1^{er} septembre 2021» sont remplacés par les termes «1^{er} septembre 2024»;

2° il est ajouté un 3^{ème} et dernier alinéa rédigé comme suit: «Par dérogation, durant la même période, les membres du personnel porteurs d'un titre classé antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret comme titre requis pour l'exercice de ces fonctions peuvent y être nommés ou engagés à titre définitif dès qu'ils répondent à toutes les autres conditions statutaires».

Art. 110. A l'article 293*quater* du même décret, les termes «1^{er} septembre 2021» sont remplacés par les termes «1^{er} septembre 2024».

Art. 111. A l'article 293*sexdecies* du même décret, il est inséré un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit:

«A l'échéance de la mesure transitoire fixée à l'alinéa 1^{er} de l'article 293 septdecies, à condition d'avoir déjà exercé au 1^{er} septembre 2021 la fonction de maître de philosophie et citoyenneté pendant 315 jours acquis sur deux ans auprès du même pouvoir organisateur et calculés conformément aux dispositions propres à chaque statut, les membres du personnel ayant été recrutés en l'absence de certificat en didactique conservent au cours de l'année scolaire 2021-2022 l'échelle de traitement qui leur était attribuée pour l'exercice de cette fonction avant cette date si celle-ci leur est plus favorable.».

Art. 112. A l'article 293*septdecies* du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 3 est supprimé;

2° il est ajouté un 6^{ème} et dernier alinéa rédigé comme suit:

«Dans l'enseignement officiel subventionné, lors de l'année scolaire 2020-2021, par dérogation aux dispositions de l'alinéa 5 de l'article 31 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, l'avis visé au même alinéa est distribué à tous les membres du personnel exerçant la fonction maître de philosophie et citoyenneté au sein du pouvoir organisateur.».

Art. 113. A l'article 293septdecies/17 du même décret, il est inséré un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit:

«A l'échéance de la mesure transitoire fixée à l'alinéa 1^{er} de l'article 293 septdecies/18, à condition d'avoir déjà exercé au 1^{er} septembre 2021 la fonction de professeur de philosophie et citoyenneté au DI ou de professeur de philosophie et citoyenneté au DS pendant 315 jours acquis sur deux ans auprès du même pouvoir organisateur et calculés conformément aux dispositions propres à chaque statut, les membres du personnel ayant été recrutés en l'absence de certificat en didactique conservent au cours de l'année scolaire 2021-2022 l'échelle de traitement qui leur était attribuée pour l'exercice de cette fonction avant cette date si celle-ci leur est plus favorable.»

Art. 114. A l'article 293septdecies/18 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 3 est supprimé;

2° il est ajouté un 6ème et dernier alinéa rédigé comme suit:

«Dans l'enseignement officiel subventionné, lors de l'année scolaire 2020-2021, par dérogation aux dispositions de l'alinéa 5 de l'article 31 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, l'avis visé au même alinéa est distribué à tous les membres du personnel exerçant la fonction maître de philosophie et citoyenneté au sein du pouvoir organisateur.»

CHAPITRE XXIX. - Disposition modifiant le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs

Art. 115. Dans l'article 102 du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, sont ajoutés les alinéas 2, 3 et 4, rédigés comme suit:

«Cette prime annuelle, établie par année civile, doit faire l'objet d'un paiement mensuel (en 12ème par mois entier de prestation).

Afin d'en établir le calcul automatique, il convient de considérer que le montant annuel de 9.500 euros rattaché à l'indice pivot 138,01 tel que fixé à l'alinéa 1^{er} correspond à un montant annuel brut à 100% non indexé de 5.677,07 euros.

Conformément à l'article 65, § 2, alinéa 2, les directeurs de zone stagiaires perçoivent également cette prime.»

CHAPITRE XXX. - Dispositions modifiant le décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs

Art. 116. A l'article 3 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs, les modifications suivantes sont apportées:

1° au § 1^{er}, point 7, sont ajoutés les mots «, à l'exception de l'horaire hebdomadaire des membres du personnel bénéficiant des mesures transitoires prévues aux paragraphes 3 des articles 271 et 289 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française»;

2° au § 1^{er}, un point 7bis, rédigé comme suit, est ajouté:

«7bis. de professeur de cours de pratique professionnelle (1e degré) est de 22 périodes, à l'exception de l'horaire hebdomadaire des membres du personnel bénéficiant des mesures transitoires prévues aux paragraphes 3 des articles 271 et 289 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française»;

3° au § 2, point 11, sont ajoutés les mots «, à l'exception de l'horaire hebdomadaire des membres du personnel bénéficiant des mesures transitoires prévues aux paragraphes 3 des articles 271 et 289 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.»;

4° au § 2, il est inséré un point 15, rédigé comme suit:

«15. de professeur de pratique professionnelle au degré supérieur (forme 4) est de 26 périodes, à l'exception de l'horaire hebdomadaire des membres du personnel bénéficiant des mesures transitoires prévues aux paragraphes 3 des articles 271 et 289 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française»;

5° au § 2, le deuxième alinéa est supprimé.

CHAPITRE XXXI. - Dispositions modifiant le décret du 25 avril 2019 mettant fin au cadre d'extinction prévu par l'article 469 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) et complétant le statut de directeur de domaine.

Art. 117. A l'article 20 du décret du 25 avril 2019 mettant fin au cadre d'extinction prévu par l'article 469 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) et complétant le statut de directeur de domaine, les mots «dans les Titres III, IV et V» sont remplacés par les mots «dans les Titres III et IV».

Art. 118. A l'article 22 du même décret, les mots «dans les Titres III, IV et V» sont remplacés par les mots «dans les Titres III et IV».

Art. 119. Dans l'article 23 du même décret, le terme «V» situé entre les termes «dans les Titres III, IV» et les termes «Chapitre II» est supprimé.

CHAPITRE XXXII. - Disposition modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 120. L'article 130 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, abrogé par l'article 3, 13°, d), du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, est rétabli dans la rédaction suivante:

«Art. 130 - Conformément à l'article 1.7.8-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, le mécanisme de l'intégration dans l'enseignement ordinaire d'un élève régulièrement inscrit dans l'enseignement spécialisé, peut être organisé suivant les modalités décrites dans le présent chapitre.

Seuls les élèves à besoins spécifiques inscrits et fréquentant régulièrement l'enseignement spécialisé depuis le 15 janvier au moins sont susceptibles de pouvoir bénéficier du mécanisme de l'intégration à partir du 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante.»

CHAPITRE XXXIII. - Disposition modifiant le décret du 17 juin 2021 portant création des Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale

Art. 121. L'article 6 du décret du 17 juin 2021 portant création des Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale est remplacé par ce qui suit:

«Art. 6. Dans l'article 133 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots «d'une école d'enseignement spécialisé de type 7 chargé de l'immersion en langue des signes» sont remplacés par les mots «du pôle territorial compétent»;

2° les paragraphes 2 et 3 sont abrogés au 1^{er} septembre 2021;

3° les paragraphes 4 et 5 sont abrogés au 1^{er} septembre 2022.»

Art. 122. L'article 72 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Art. 72. L'article 4 et l'article 6, 3°, entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2022.»

CHAPITRE XXXIV. - Dispositions transitoire et finales

Art. 123. Par dérogation à l'article 5, alinéa 4, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et par dérogation à l'article 4, alinéa 4, de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, le membre du personnel dont l'enfant est né entre le 1^{er} janvier 2021 et la date d'entrée en vigueur des articles 36, 38 et 39 du présent décret, peut bénéficier des cinq jours de congé supplémentaires jusqu'au 31 décembre 2021 inclus.

Art. 124. Le présent décret entre en vigueur le 10^e jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles suivants:

1° les articles 28, 29, 31, 34, 70, 2°, 73 et 116 produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2019;

2° l'article 30 entre en vigueur le jour de l'adoption du présent décret;

3° les articles 32 et 33 produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2021;

4° les articles 48 à 50 produisent leurs effets au 1^{er} mars 2020;

5° les dispositions du chapitre 14 permettant aux membres du personnel d'interrompre leurs prestations d'1/10 dans le cadre de l'interruption de carrière parentale, moyennant l'accord du pouvoir organisateur, et les articles 71 et 98 produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2020;

6° les articles 62 et 63 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022;

7° l'article 70, 1°, produit ses effets au 1^{er} janvier 2014;

8° l'article 75, uniquement en ce qu'il insère l'article 8/2 dans le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, ainsi que l'article 81, uniquement en ce qu'il insère l'article 82bis dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts, produisent leurs effets au 1^{er} février 2020;

9° les articles 88 et 117 à 119 produisent leurs effets à partir de l'année académique 2019-2020;

10° les articles 47, 51, 90, 3°, 5° et 6°, et 92 entrent en vigueur pour l'année scolaire 2021-2022;

11° l'article 90, 1°, 2° et 4°, produit ses effets au 1^{er} septembre 2020;

12° l'article 105 produit ses effets au 1^{er} décembre 2020;

13° l'article 106 produit ses effets au 1^{er} septembre 2016;

14° l'article 115 produit ses effets au 23 avril 2019;

15° les articles 112, 2°, et 114, 2° produisent leurs effets pour l'année scolaire 2020-2021.

16° l'article 120 produit ses effets au 1^{er} septembre 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 264-1. – Amendement(s) en commission, n°264-2 - Rapport de commission, n° 264-3 – Texte adopté en commission, n°264-4 - Amendement(s) en séance, n°264-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 264-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 19 juillet 2021.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/32557]

19 JULI 2021. — Decreet tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van onderwijzend personeel

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. - Bepaling tot wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat

Artikel 1. Artikel 22, § 1, lid 4 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat wordt geschrapt.

HOOFDSTUK II. - Bepalingen betreffende het bewijs van de taalkennis

Afdeling I. - Bepaling tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs

Art. 2. In lid 1 van artikel 16 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, zoals gewijzigd, wordt de zin "De afwijking geldt slechts voor de duur van één jaar en kan slechts driemaal hernieuwd worden" vervangen door wat volgt:

"Deze afwijking kan slechts viermaal hernieuwd worden. Elke afwijking wordt toegestaan voor de duur van een school- of academiejaar."

Afdeling II. - Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs

Art. 3. In artikel 4bis, § 3, van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs, zoals gewijzigd, wordt lid 2 vervangen door wat volgt:

"Deze afwijking kan slechts viermaal hernieuwd worden. Elke afwijking wordt toegestaan voor de duur van een school- of academiejaar."

HOOFDSTUK III. - Diverse bepalingen betreffende de bezoldiging van het onderwijzend personeel

Afdeling I. - Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs

Art. 4. In artikel 5ter van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, worden de volgende wijzigingen ingevoegd:

1. in § 1 worden de woorden "bij de diensten van de Regering" vervangen door de woorden "bij zijn inrichtende macht";

2. in § 2 worden de woorden "bij de diensten van de Regering" vervangen door de woorden "bij zijn inrichtende macht".

Art. 5. In artikel 16, § 1, A, a), 5de streepje van hetzelfde koninklijk besluit, wordt het woord "of" ingevoegd tussen de woorden "onderwijzend" en "wetenschappelijk".

Afdeling II. - Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap

Art. 6. In artikel 11*bis* van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen ingevoegd:

1. in § 1 worden de woorden "bij de Diensten van de regering" vervangen door de woorden "bij zijn inrichtende macht";

2. in § 2 worden de woorden "de Diensten van de Regering" vervangen door de woorden "de inrichtende macht".

Afdeling III. - Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 7. In artikel 71*bis* van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen ingevoegd:

1. in § 1 worden de woorden "bij de diensten van de Regering" vervangen door de woorden "bij zijn inrichtende macht";

2. in § 2 worden de woorden "de Diensten van de Regering" vervangen door de woorden "de inrichtende macht".

HOOFDSTUK IV. - Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 8. In artikel 26 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de inrichtende macht".

Art. 9. Een nieuw artikel 26/1 wordt ingevoegd in hetzelfde koninklijk besluit. Het luidt als volgt:

"Artikel 26/1. § 1. Teneinde elk personeelslid in staat te stellen binnen dezelfde instelling een ambt met volledige prestaties uit te voeren, worden op de eerste dag van elk schooljaar de vastbenoemde personeelsleden die er zijn aangesteld, hoofdzakelijk of bijkomend zijn aangesteld, in de volgende rangorde ingedeeld:

1. de personeelsleden die vast benoemd zijn in het ambt dat ze uitoefenen en aangesteld of hoofdzakelijk aangesteld zijn in de inrichting;

2. de personeelsleden die vast benoemd zijn in het ambt dat ze uitoefenen en bijkomend aangesteld zijn in de inrichting;

In elk van deze categorieën worden de personeelsleden gerangschikt volgens hun anciënniteit zoals berekend in artikel 3*sexies*, § 1, van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen in uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

§ 2. Op deze zelfde datum worden de organieke uren in de inrichting in het ambt of een ander ambt vermeld in de verbinding cursus/ambt zoals bepaald door de regering krachtens artikel 10 van het decreet van 11 april 2014, verdeeld onder de vastbenoemde personeelsleden die er zijn aangesteld of hoofdzakelijk zijn aangesteld.

Deze verdeling kan alleen leiden tot een toename van het aantal perioden waarvoor een personeelslid beschikt over een loongarantie. Elk personeelslid dat niet ter beschikking is gesteld wegens ontstentenis van betrekking en aan wie als gevolg van deze verdeling in zijn ambt niet een aantal lesperiodes is toegekend dat ten minste gelijk is aan het aantal periodes waarvoor hij wordt vergoed, noch in zijn hoofdzakelijke aanstelling, noch in zijn bijkomende aanstelling, moet op gedeeltelijk opdrachtverlies worden geplaatst.

§ 3. Het personeelslid kan niet afzien van prestaties die hem zijn toegekend overeenkomstig dit artikel, als hij slechts in één ambt vast benoemd is. Als het personeelslid vast benoemd is in twee of meerdere ambten, kan hij afzien van elke prestatietoename in één van zijn ambten, als dit een vermindering inhoudt van zijn prestaties in een ander ambt waarvoor hij vast benoemd is. Hij kan zich echter niet verzetten tegen zo'n toename als deze een opdrachtverlies compenseert in een van zijn andere ambten waarin hij benoemd is. Alleen het ontslag voor het volledig aantal toegekende uren zoals voorzien in artikel 169 is toegestaan.

§ 4. Voor de toepassing van artikelen 26*bis* en 26*quater* moeten "beschikbare prestaties" begrepen worden als alle prestaties die ter beschikking staan aan het schoolhoofd.

Art. 10. In artikel 26*quater* van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1 worden de woorden "na verdeling van de organieke uren op grond van de rangorde," ingevoegd tussen de woorden "met volledige dienstprestaties" en de woorden "de beschikbare periodes in het ambt";

2. tussen § 1 en 2 wordt de volgende § 1*bis* ingevoegd:

"§ 1*bis*. Als op grond van dit artikel een vaste benoeming met volledige prestaties kan worden toegekend aan een vastbenoemd personeelslid in het ambt dat hij uitoefent in een school waar hij/zij in bijberoep aangesteld is, dan geldt die toekenning vanaf het ogenblik waarop deze uren openstaan.

Het schoolhoofd licht het personeelslid in van de vacature voor de lesuren en van zijn aanstelling via een formulier waarvan de inrichtende macht een model opstelt.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen om de toekenning van de vermelde lesuren via hiërarchische weg te weigeren.

Geen enkele prioritair tijdelijk personeelslid kan als prioritaire tijdelijke worden aangesteld voor de uren waarop deze weigering betrekking heeft, tenzij die een voltijdse baan vertegenwoordigen.”

Art. 11. In artikel 31 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. punt 11° van lid 1 wordt geschrapt;
2. lid 2 wordt geschrapt.

Art. 12. In artikel 34 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het laatste lid van § 1 geschrapt.

Art. 13. In artikel 45 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het laatste lid van § 3 opgeheven.

Art. 14. In artikel 46*bis*, lid 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. sub 6 wordt vervangen door wat volgt:

“6° in de loop van de 4 schooljaren die voorafgaan aan de oproep tot benoeming, aangesteld zijn met een beschermd tijdelijk statuut en ten minste 150 dagen te hebben gewerkt in een school van de zone, in het ambt waarin de baan vacant is verklaard;”;

2. een sub 6°*bis* opgesteld als volgt wordt ingevoegd:

“6°*bis* in geval er onvoldoende kandidaten zijn die voldoen aan de voorwaarden van 6°, aangesteld zijn met een beschermde tijdelijk statuut in het ambt waarin de baan vacant is verklaard in de loop van de 4 schooljaren die voorafgaan aan de oproep tot benoeming;”.

HOOFDSTUK V. - Bepalingen betreffende de samenstelling van de Raden van beroep van het onderwijzend, administratief personeel en arbeiders van de onderwijsinstellingen ingericht door de Franse Gemeenschap

Afdeling I. - Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 15. In artikel 137 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen ingevoegd:

De woorden “onder de algemene ambtenaren van het ministerie” worden vervangen door de woorden “onder de magistraten, actief of met pensioen, of onder de algemene ambtenaren, actief of met pensioen, van het ministerie van de Franse Gemeenschap”.

Art. 16. In artikel 140 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden “door personeelsleden van het onderwijs dat wordt ingericht door de Franse Gemeenschap” vervangen door “door vertegenwoordigers van de inrichtende macht”.

Afdeling II. - Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Staat

Art. 17. In artikel 35 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Staat, worden de woorden “onder de magistraten, actief of met pensioen, of onder de algemene ambtenaren, actief of met pensioen, van het ministerie van de Franse Gemeenschap” ingevoegd vóór “en van 10 gekozen leden”.

Art. 18. In artikel 36 van hetzelfde koninklijk besluit wordt lid 1 vervangen door “De Raad van beroep bestaat uit 5 vertegenwoordigers van de inrichtende macht en 5 vertegenwoordigers van representatieve vakorganisaties, door hen voorgesteld. Elk van deze vakorganisaties beschikt over ten minste één vertegenwoordiger.”.

Afdeling III. - Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van gespecialiseerde Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de Rijksvormingscentra en van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra

Art. 19. § 1. In artikel 148, 1°, van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van gespecialiseerde Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de Rijksvormingscentra en van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden “of onder de algemene ambtenaren van de algemene directie van het onderwijzend personeel van de Franse Gemeenschap” vervangen door de woorden “of onder de algemene ambtenaren, actief of met pensioen, van het ministerie van de Franse Gemeenschap”.

§ 2. In 2° van hetzelfde artikel worden de woorden “op voorstel van de inrichtende macht” ingevoegd na de woorden “aangeduid door de Regering”.

Afdeling IV. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 20. In artikel 68 van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen ingevoegd:

De woorden "onder de algemene ambtenaren van het ministerie" worden vervangen door de woorden "onder de magistraten, actief of met pensioen, of onder de algemene ambtenaren, actief of met pensioen, van het ministerie van de Franse Gemeenschap".

Art. 21. In artikel 69 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. lid 1 wordt vervangen door de volgende bepaling: "De Regering stelt de leden van de Raad van beroep aan.";

2. In het tweede lid, worden de woorden "onder de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap" vervangen door "onder vertegenwoordigers van de inrichtende macht".

Afdeling V. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen

Art. 22. In artikel 186 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen, worden de volgende wijzigingen ingevoegd:

De woorden "onder de ambtenaren-generaal van het ministerie" worden vervangen door de woorden "onder de magistraten, actief of met pensioen, of onder de algemene ambtenaren, actief of met pensioen, van het ministerie van de Franse Gemeenschap".

Art. 23. In artikel 187 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. lid 1 wordt vervangen door de volgende bepaling: "de regering stelt de leden van de Raad van beroep aan.";

2. in het derde lid, worden de woorden "onder de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap" vervangen door "onder vertegenwoordigers van de inrichtende macht".

Afdeling VI. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap

Art. 24. § 1. In artikel 111, 1° van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de woorden "of uit de ambtenaren-generaal van de algemene directie van het Onderwijzend Personeel van de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "of uit de algemene ambtenaren, actief of met pensioen, van het ministerie van de Franse Gemeenschap".

§ 2. In 2° van hetzelfde artikel worden de woorden "op voorstel van de inrichtende macht" ingevoegd na de woorden "aangeduid door de Regering".

Art. 25. § 1. In artikel 255, 1° van hetzelfde decreet worden de woorden "of onder de opperambtenaren van het Directoraat-generaal van het Personeel van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "of onder de algemene ambtenaren, actief of met pensioen, van het ministerie van de Franse Gemeenschap".

§ 2. In 2° van hetzelfde artikel worden de woorden "op voorstel van de inrichtende macht" ingevoegd na de woorden "aangeduid door de Regering".

Afdeling VII. - Bepaling tot wijziging van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur

Art. 26. § 1. In artikel 79, 1° van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur, worden de volgende wijzigingen ingevoegd:

1. de woorden "uit de magistraten, actief of met pensioen, of" worden ingevoegd voor de woorden "uit ambtenaren-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap";

2. de woorden "actief of met pensioen" worden ingevoegd na de woorden "ambtenaren-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap".

§ 2. In 2° van hetzelfde artikel worden de woorden "op voorstel van de inrichtende macht" ingevoegd na de woorden "aangesteld door de regering".

HOOFDSTUK VI. - Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat

Art. 27. In artikel 14, § 1, lid 1 van het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, wordt een punt *1bis* ingevoegd dat luidt als volgt:

"*1bis.* De werkelijke diensten die het personeelslid heeft gepresteerd als onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, vanaf de leeftijd van 18 tot 20 jaar afhankelijk van zijn niveau, die deel uitmaken van de diensten van een inrichting van de Europese Unie als houder van een betaald voltijds ambt".

HOOFDSTUK VII. - Bepalingen betreffende het statuut van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap betreffende de functie van hulplogopedist en voor de erkenning van het bestaan van een plaatselijke overleginstantie voor gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra

Afdeling I. - Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat

Art. 28. In het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, wordt in Hoofdstuk J. "Over het personeel van psycho-medisch-sociale centra van de Staat" na de functie "Psycho-opvoedkundige hulpkracht" de volgende functie toegevoegd:

"Hulplogopedist

a) houder van een graduaatsdiploma logopedie, 216

a) houder van een bachelordiploma logopedie, 216

c) houder van een licentie in logopedie, 216

d) houder van een masterdiploma logopedie, 216".

Afdeling II. - Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra

Art. 29. In artikel 16, punt 5 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden "het bachelordiploma logopedie" vervangen door de woorden "het bachelordiploma logopedie of het masterdiploma logopedie".

Art. 30. In artikel 85, 3, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "ten minste tien jaar" vervangen door de woorden "ten minste zes jaar".

Afdeling III. - Bepaling tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 dat het statuut bepaalt van de leden van het gesubsidieerde technisch personeel van de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra

Art. 31. In artikel 21, 5° van het decreet van 31 januari 2002 dat het statuut bepaalt van de leden van het gesubsidieerde technisch personeel van de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden "het bachelordiploma logopedie" vervangen door de woorden "het bachelordiploma logopedie of het masterdiploma logopedie".

Afdeling IV. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra

Art. 32. In artikel 1, § 3, lid 1, 15° van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. De punten b) en c) worden hernummerd als punten c) en d).

2. Er wordt een nieuw punt b) ingevoegd dat luidt als volgt:

"b) ofwel, bij ontstentenis daarvan, de plaatselijke overleginstantie;".

Art. 33. In artikel 7 van hetzelfde decreet wordt lid 2 geschrapt.

Art. 34. In artikel 28, 5° van hetzelfde decreet worden de woorden "het diploma van Bachelor-Logopedist" vervangen door de woorden "het diploma van bachelor of master in de logopedie".

Afdeling V. - Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra

Art. 35. In artikel 2, 8° van het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden "de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, de vakbondsafvaardiging" vervangen door de woorden "de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, de plaatselijke overleginstantie of, bij ontstentenis daarvan, de vakbondsafvaardiging".

HOOFDSTUK VIII. - Bepalingen voor verlenging van het geboorteverlof

Afdeling I. - Wijziging van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten

Art. 36. Artikel 44, 2° van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten wordt aangevuld met twee leden, die als volgt luiden:

"Het recht op tien verlofdagen wegens de geboorte van de echtgenote of van de persoon met wie het personeelslid op het tijdstip van de gebeurtenis samenwoont, als bedoeld in punt 2, lid 1, wordt als volgt verlengd

- tot vijftien dagen voor geboorten die plaatsvinden vanaf 1 januari 2021. Wanneer van deze vijftien dagen gebruik wordt gemaakt, wordt de maximale jaarlijkse duur van het buitengewoon verlof verhoogd tot 19 dagen;

- tot twintig dagen voor geboorten die plaatsvinden vanaf 1 januari 2023. Wanneer van deze twintig dagen gebruik wordt gemaakt, wordt de maximale jaarlijkse periode van buitengewoon verlof op 24 dagen gebracht.".

Afdeling II. - Wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstponeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs

Art. 37. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstponeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zijn de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Punt b) van lid 1 wordt aangevuld met een tweede lid dat luidt als volgt:

“Het recht op vijftien dagen verlof, zoals bedoeld in lid 1, wordt uitgebreid tot twintig dagen voor de geboorten die plaatsvinden vanaf 1 januari 2023”

2. In lid 4 wordt de zin “Het kan worden opgedeeld” vervangen door de zin “De tien eerste dagen zijn verplicht en kunnen niet worden opgedeeld”.

Afdeling III. - Wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulpponeel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 38. In artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulpponeel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Punt b) van lid 1 wordt aangevuld met een tweede lid dat luidt als volgt:

“Het recht op tien dagen verlof, zoals bedoeld in lid 1, wordt uitgebreid als volgt:

- tot vijftien dagen voor de geboorten die plaatsvinden vanaf 1 januari 2021;

- tot twintig dagen voor de geboorten die plaatsvinden vanaf 1 januari 2023.”;

2. In lid 4 wordt de zin “Het kan worden opgedeeld” vervangen door de zin “De tien eerste dagen zijn verplicht en kunnen niet worden opgedeeld”.

Afdeling IV. - Wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

Art. 39. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en vakantieregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zijn de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Punt b) van lid 1 wordt aangevuld met een tweede lid dat luidt als volgt:

“Het recht op tien dagen verlof, zoals bedoeld in lid 1, wordt uitgebreid als volgt:

- tot vijftien dagen voor de geboorten die plaatsvinden vanaf 1 januari 2021;

- tot twintig dagen voor de geboorten die plaatsvinden vanaf 1 januari 2023.”;

2. In lid 4 wordt de zin “Het kan worden opgedeeld” vervangen door de zin “De tien eerste dagen zijn verplicht en kunnen niet worden opgedeeld”.

HOOFDSTUK IX. - Bepalingen tot wijziging van de verlofregeling om het uitzonderlijk verlof voor personeelsleden bij overlijden van een kind uit te breiden tot tien dagen

Afdeling I. - Wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstponeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat

Art. 40. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstponeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, zijn de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In lid 1, punt c), wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt:

“In het geval van overlijden van het kind van het personeelslid, het kind van zijn partner of van de persoon waarmee hij of zij samenwoont, bedraagt dit verlof tien werkdagen.”;

2. Er wordt een 5de lid ingevoegd dat luidt als volgt:

“In afwijking van het derde lid, moet het verlof bedoeld in het tweede lid van punt c) door het personeelslid worden opgenomen binnen de vier maanden die volgen op de gebeurtenis waarvoor hem het verlof is toegestaan”.

Afdeling II. - Wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 41. In artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In lid 1, punt c), wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt:

"In het geval van overlijden van het kind van het personeelslid, het kind van zijn partner of van de persoon waarmee hij of zij samenwoont, bedraagt dit verlof tien werkdagen";

2. Er wordt een 5de lid ingevoegd dat luidt als volgt:

"In afwijking van het derde lid, moet het verlof bedoeld in het tweede lid van punt c) door het personeelslid worden opgenomen binnen de vier maanden die volgen op de gebeurtenis waarvoor hem het verlof is toegestaan".

Afdeling III. - Wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

Art. 42. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en vakantieregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zijn de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In lid 1, punt c), wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt:

"In het geval van overlijden van het kind van het personeelslid, het kind van zijn partner of van de persoon waarmee hij of zij samenwoont, bedraagt dit verlof tien werkdagen";

2. Er wordt een 5de lid ingevoegd dat luidt als volgt:

"In afwijking van het derde lid, moet het verlof bedoeld in het tweede lid van punt c) door het personeelslid worden opgenomen binnen de vier maanden die volgen op de gebeurtenis waarvoor hem het verlof is toegestaan".

HOOFDSTUK X. - Bepalingen tot uitbreiding van het recht op uitzonderlijk verlof in geval van huwelijk van een kind van het personeelslid tot de gevallen van wettelijk samenwonen

Afdeling I. - Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten

Art. 43. In artikel 44, 2° van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten wordt de lijn "Huwelijk van een kind 2 dagen" vervangen door de lijn "Huwelijk of registratie van een verklaring van wettelijke samenwoning van een kind 2 dagen".

Afdeling II. - Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat

Art. 44. In artikel 4, lid 1, d) van het koninklijk besluit van 8 december 1967 ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat zoals gewijzigd, worden de woorden "of registratie van een verklaring van wettelijke samenwoning" ingevoegd tussen de woorden "voor het huwelijk" en de woorden "van een kind van het personeelslid".

Afdeling III. - Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 45. In artikel 5, lid 1, d) van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden "of registratie van een verklaring van wettelijke samenwoning" ingevoegd tussen de woorden "voor het huwelijk" en de woorden "van een kind van het personeelslid".

Afdeling IV. - Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en vakantieregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

Art. 46. In artikel 4, lid 1, d) van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en vakantieregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten zoals gewijzigd, worden de woorden "of registratie van een verklaring van wettelijke samenwoning" ingevoegd tussen de woorden "voor het huwelijk" en de woorden "van een kind van het personeelslid".

HOOFDSTUK XI. - Bepaling tot wijziging van de regelgeving op het gebied van zwangerschapsverlof

Afdeling I. - Wijzigingen van het koninklijk besluit van 8 december 1967 ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat

Art. 47. In artikel 10*bis* van het koninklijk besluit van 8 december 1967 ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, worden het eerste en tweede lid vervangen door wat volgt:

“Tot de datum waarop het zwangerschapsverlof ingaat, worden de afwezigheidsdagen die rechtstreeks verband houden met de zwangerschapstoestand van het personeelslid, niet in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal dagen ziekte- of invaliditeitsverlof dat het personeelslid geniet wanneer een controle verricht door de instelling belast door de Regering van de Franse Gemeenschap met de controle van de afwezigheden wegens ziekte of invaliditeit bevestigt dat deze afwezigheden te wijten zijn aan de zwangerschapstoestand van het personeelslid.”

Art. 48. In artikel 39 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Het tweede lid wordt opgeheven;
2. In het 5de lid, dat het 4de lid wordt, worden de woorden “in lid 3” vervangen door de woorden “in lid 2”;
3. In het 7de en laatste lid, dat het 6de en laatste lid wordt, worden de woorden “Lid 3” vervangen door de woorden “Lid 2”.

Afdeling II. - Wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 49. In artikel 51 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Het derde lid wordt opgeheven;
2. In het 2de lid worden de woorden “Onverminderd lid 3 van dit artikel” geschrapt;
3. In het 5de en laatste lid, dat het 4de en laatste lid wordt, worden de woorden “Lid 4” vervangen door de woorden “Lid 3”.

Afdeling III. - Wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en vakantie-regeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

Art. 50. In artikel 48 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en vakantie-regeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Het tweede lid wordt opgeheven;
2. In het 5de lid, dat het 4de lid wordt, worden de woorden “in lid 3” vervangen door de woorden “in lid 2”;
3. In het 7de en laatste lid, dat het 6de en laatste lid wordt, worden de woorden “Lid 3” vervangen door de woorden “Lid 2”.

Afdeling IV. - Wijzigen van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs

Art. 51. In artikel 5 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs, worden het eerste en tweede lid vervangen door wat volgt:

“Tot de datum waarop het zwangerschapsverlof ingaat, worden de afwezigheidsdagen die rechtstreeks verband houden met de zwangerschapstoestand van het personeelslid, niet in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal dagen ziekte- of invaliditeitsverlof dat het personeelslid geniet wanneer een controle verricht door de instelling belast door de Regering van de Franse Gemeenschap met de controle van de afwezigheden wegens ziekte of invaliditeit bevestigt dat deze afwezigheden te wijten zijn aan de zwangerschapstoestand van het personeelslid.”

HOOFDSTUK XII. - Bepalingen tot invoering van een jaarlijkse voorstelling van het aantal voltijdse benoemingen of vaste indienstnemeningen in instellingen voor sociale promotie

Art. 52. In artikel 46*quinquies* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt na lid 1 een nieuw lid 2 ingevoegd dat luidt als volgt:

“Tijdens de vergadering van de zonecommissie voor de aanstellingen wordt een presentatie van het aantal benoemingen in de inrichting georganiseerd op basis van de volgende gegevens die voorafgaandelijk door het schoolhoofd aan de personeelsleden zijn meegedeeld:

- algemeen percentage van benoemingen in de inrichting;
- percentage benoemingen in de organieke periodes;
- percentage experts in de inrichting;

- percentage terbeschikkingstellingen wegens ontstentenis van betrekking en in gedeeltelijk opdrachtverlies in de inrichting”.

Art. 53. In artikel 43 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt een nieuw lid 6 toegevoegd dat luidt als volgt:

”In het onderwijs voor sociale promotie wordt jaarlijks in de ondernemingsraad, of bij ontstentenis daarvan in het plaatselijk overlegorgaan, of bij ontstentenis daarvan met de vakbondsafvaardiging, een presentatie georganiseerd van de vaste tewerkstellingsgraad binnen de inrichtende macht, op basis van de volgende gegevens die vooraf door de inrichtende macht zullen zijn meegedeeld:

- het totale percentage vaste aanstellingen binnen de inrichtende macht en per inrichting;
- het totale percentage vaste aanstellingen in de organieke periodes en per inrichting;
- aantal experts binnen de inrichtende macht en per inrichting;
- aantal terbeschikkingstellingen wegens ontstentenis van betrekking en in gedeeltelijk opdrachtverlies binnen de inrichtende macht en per inrichting”.

Art. 54. artikel 31 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt na lid 3 een nieuw lid 4 toegevoegd dat luidt als volgt:

”In het onderwijs voor sociale promotie wordt jaarlijks in het plaatselijk paritair comité een presentatie georganiseerd van het benoemingspercentage binnen de inrichtende macht op basis van de volgende gegevens die vooraf door de inrichtende macht zullen zijn meegedeeld:

- algemeen aanstellingspercentage binnen de inrichtende macht en per inrichting;
- benoemingspercentage in de organieke periodes en per inrichting;
- aantal experts binnen de inrichtende macht en per inrichting;
- aantal terbeschikkingstellingen wegens ontstentenis van betrekking en in gedeeltelijk opdrachtverlies binnen de inrichtende macht en per inrichting”.

HOOFDSTUK XIII. - Bepaling tot wijziging van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs

Art. 55. In artikel 3 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs worden punten a. en b. geschrapt.

HOOFDSTUK XIV. - Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra

Art. 56. In artikel 2, § 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra worden de woorden ”krachtens artikel 4ter en 4ter/1” vervangen door de woorden ”krachtens artikelen 4ter, 4ter/1 en 4ter/2”.

Art. 57. In artikel 2, § 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. De woorden ”krachtens artikel 4quater” worden vervangen door de woorden ”krachtens artikelen 4quater en 4quater/1”;

2. De twee volgende leden worden toegevoegd:

”De mogelijkheid om het deel van de onderbreking van de prestaties te wijzigen na een opdeling van de loopbaanonderbreking, zoals voorzien in § 1, tweede lid van voormeld artikel 4quater/1, is evenwel niet op hen van toepassing.

De personeelsleden waarvan sprake in lid 1 kunnen bovendien, met toestemming van de inrichtende macht, een vermindering van hun prestaties bekomen ten belope van 1/10 van het minimum aantal uren, periodes of lessen vereist om de voltijds uitgevoerde functie te vormen, krachtens artikelen 4quater en 4quater/1 van het voormeld koninklijk besluit van 12 augustus 1991.”.

Art. 58. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In § 2ter, lid 2, worden de woorden ”bepaald door artikel 4ter en 4ter/1” vervangen door de woorden ”bepaald door de artikelen 4ter, 4ter/1 en 4ter/2”;

2. In § 2quater, lid 2, worden de woorden ”door artikel 4quater” vervangen door de woorden ”door de artikelen 4quater en 4quater/1”;

3. In dezelfde § 2quater wordt een lid 3 toegevoegd dat luidt als volgt:

”De mogelijkheid om het deel van de onderbreking van de prestaties te wijzigen na een opdeling van de volledige loopbaanonderbreking, zoals voorzien in § 1, tweede lid van voormeld artikel 4quater/1, is evenwel niet op hen van toepassing.”.

Art. 59. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In § 1, lid 1, worden de woorden ”door de minister of zijn afgevaardigde” vervangen door de woorden ”door de inrichtende macht of door de minister of zijn afgevaardigde, afhankelijk van het geval”;

2. In § 1 wordt lid 3 vervangen door wat volgt:

”De voorafgaande kennisgeving moet gericht zijn aan de inrichtende macht of aan de minister of zijn afgevaardigde, afhankelijk van het geval, via:

- de directeur of bestuurder in het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- de directeur in de psycho-medisch-sociale centra ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;- de hiërarchische autoriteit voor de leden van de Algemene Sturingsdienst van de Scholen en Psycho-medisch-sociale centra, voor de leden van de Algemene inspectiedienst en voor de leden van de recreatie- en openluchtcentra.”;

3. In § 1 wordt het laatste lid vervangen door wat volgt:

”De inrichtende macht stuurt de voorafgaande kennisgeving naar de minister of zijn afgevaardigde.”;

4. In § 3 worden de woorden ”of de ontvangst van de goedkeuring van de inrichtende macht, afhankelijk van het geval” ingevoegd tussen de woorden ”de beslissing van de minister of zijn afgevaardigde” en de woorden ”, van de datum waarop het personeelslid zijn functies hervat of ze opnieuw volledig uitoefent.”;

5. In § 4, lid 1, worden de woorden "door de minister of zijn afgevaardigde" vervangen door de woorden "door de inrichtende macht of door de minister of zijn afgevaardigde, afhankelijk van het geval,";

6. In § 4 wordt lid 2 vervangen door wat volgt:

"Deze vraag moet gericht zijn aan de inrichtende macht of aan de minister of zijn afgevaardigde, afhankelijk van het geval, via:

- de directeur of bestuurder in het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- de directeur in de psycho-medisch-sociale centra, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- de hiërarchische autoriteit voor de leden van de Algemene Sturingsdienst van de Scholen en Psycho-medisch-sociale centra, voor de leden van de Algemene inspectiedienst en voor de leden van de recreatie- en openluchtcentra.";

7. In § 4 wordt het laatste lid vervangen door wat volgt:

"De inrichtende macht stuurt de vraag naar de minister of zijn afgevaardigde."

HOOFDSTUK XV. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

Art. 60. In artikel 29^{quater}, lid 1 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In 1^o*bis* wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt: "De verlenging van deze prioritaire aanstelling gebeurt op dezelfde manier tot het personeelslid voldoet aan de voorwaarden voor een vaste benoeming. Als het personeelslid zich op dat ogenblik niet kandidaat stelt voor de vaste benoeming, is de inrichtende macht ontheven van de verplichting tot verlenging. Als hij zich kandidaat stelt met inachtneming van de voorgeschreven vormen en termijnen, in afwijking van artikel 42^{bis} van dit artikel, gaat de inrichtende macht over tot de vaste benoeming in de functie.";

2. In 1^o*ter* wordt het vijfde lid aangevuld met de volgende woorden: "Als hij zich kandidaat stelt met inachtneming van de voorgeschreven vormen en termijnen, in afwijking van artikel 42^{bis} van dit artikel, gaat de inrichtende macht over tot de vaste benoeming in de functie.";

3. In 2^o*bis* wordt het derde lid aangevuld met de volgende woorden: "Als hij zich kandidaat stelt met inachtneming van de voorgeschreven vormen en termijnen, in afwijking van artikel 42^{bis} van dit artikel, gaat de inrichtende macht over tot de vaste benoeming in de functie.".

Art. 61. In artikel 29^{quinquies} van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd dat luidt als volgt: "Als de functie definitief vacant is, wordt het personeelslid dat overgeplaatst is of het werk heeft hervat en voldoet aan de voorwaarden voor een vaste benoeming in deze functie en die zich kandidaat stelt met inachtneming van de voorgeschreven vormen en termijnen, vast benoemd in afwijking van artikel 42 van dit decreet.".

Art. 62. In artikel 34^{bis}, § 5, van hetzelfde decreet worden de woorden "het bevoegde paritair comité" vervangen door de woorden "de bevoegde Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen".

Art. 63. In artikel 34^{ter} van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In § 1, lid 1, worden de woorden "het bevoegde paritair comité" vervangen door de woorden "de bevoegde Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen";

2. In § 2, lid 2, worden de woorden "het bevoegde paritair comité" vervangen door de woorden "de bevoegde Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen";

3. In § 2, lid 4, worden de woorden "het bevoegde paritair comité" vervangen door de woorden "de bevoegde Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen";

4. In § 3, lid 1^{er}, worden de woorden "het bevoegde paritair comité" vervangen door de woorden "de bevoegde Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen";

5. In § 4, lid 5, worden de woorden "het bevoegde paritair comité" vervangen door de woorden "de bevoegde Centrale Commissie voor het beheer van de betrekkingen".

Art. 64. Artikel 41^{quinquies}, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid dat luidt als volgt:

"Voor de onderwijsfuncties is deze vaste benoeming geldt de voorwaarde dat het personeelslid over een pedagogisch getuigschrift beschikt."

HOOFDSTUK XVI. - Bepalingen tot wijziging van de regelgeving betreffende de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage

Afdeling I. - Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 65. In artikel 167, § 3, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een zevende lid ingevoegd dat luidt als volgt:

"De reffectatie kan voor het personeelslid echter niet leiden tot de verplichting om een ambt in het buitengewoon onderwijs te aanvaarden, tenzij hij al vast benoemd is."

Afdeling II. - Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Art. 66. In artikel 47*duodecies*, § 3, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, wordt een lid 6 ingevoegd dat luidt als volgt:

"De reffectatie kan voor het personeelslid echter niet leiden tot de verplichting om een ambt in het buitengewoon onderwijs te aanvaarden, tenzij hij al vast benoemd is."

Afdeling III. - Bepaling tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoeelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs

Art. 67. In artikel 8, § 1, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoeelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs wordt een derde lid ingevoegd dat luidt als volgt:

"De definitieve reffectatie kan voor het personeelslid echter niet leiden tot de verplichting om een ambt in het buitengewoon onderwijs te aanvaarden, tenzij hij al vast benoemd is."

Afdeling IV. - Bepaling tot wijziging van het besluit van 28 augustus 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoeelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs.

Art. 68. In artikel 15 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoeelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs. worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In § 2*bis* worden de woorden "en 2^o" vervangen door de woorden ", 2^o en 2^o*bis*";
2. In § 3, lid 1, worden de woorden "en 2^o" vervangen door de woorden ", 2^o en 2^o*bis*";
3. In § 3, lid 2, worden de woorden "en 2^o*bis*" ingevoegd tussen de woorden "29*quater*, 2^o" en de woorden ", en op de verlenging van de reffectatie of de werkhervatting zoals bedoeld in lid 1".

Afdeling V. - Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoeelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs

Art. 69. In artikel 39 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoeelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs:

1. In § 2*bis* worden de woorden "en 2^o" vervangen door de woorden ", 2^o en 2^o*bis*";
2. In § 3, lid 1, worden de woorden "en 2^o" vervangen door de woorden ", 2^o en 2^o*bis*";
3. In § 3, lid 2, worden de woorden "en 2^o*bis*" ingevoegd tussen de woorden "29*quater*, 2^o" en de woorden ", en op de verlenging van de reffectatie of de werkhervatting zoals bedoeld in lid 1".

HOOFDSTUK XVII. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs

Art. 70. In artikel 5, § 1, lid 2, van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs,

1. In punt 1 worden de termen "bij de Académie de recherche et d'enseignement supérieur" ingevoegd tussen de woorden "de PMS-centra" en de woorden "en bij de Kabinetten van de Ministers van de Franse Gemeenschap";

2. Punt 2 wordt aangevuld met wat volgt:

"of van de autonome inrichtende macht van het ingerichte onderwijs".

Art. 71. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een artikel 14*bis* toegevoegd dat luidt als volgt:

"Artikel 14*bis*. In afwijking van artikel 1, kan het personeelslid ter beschikking gesteld wegens ziekte dat een re-integratieplan heeft gevolgd in overeenstemming met hoofdstuk VI van boek I, titel 4 van de Codex over het welzijn op het werk in het kader van een tijdelijke ongeschiktheid voor de uitoefening van zijn functie een verlof wegens opdracht vragen, na toestemming van de Sociaal-medische Rijksdienst, om het re-integratieplan uit te voeren.

De opdracht wordt uitgevoerd bij de inrichtende macht die het re-integratieplan heeft opgesteld en moet kaderen in het pedagogische project van deze laatste.

Het verlof wegens opdracht waarvan sprake in dit artikel, wordt toegekend voor het lopende academisch of schooljaar en kan worden verlengd na een nieuw onderzoek en nieuwe toestemming van de Sociaal-medische Rijksdienst. Het is in alle gevallen beperkt tot de geldigheidsduur van het re-integratieplan.

In afwijking van het vorige lid, loopt het verlof wegens opdracht voortijdig en van rechtswege af op de datum waarop de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer van mening is dat het re-integratietraject moet worden beëindigd.

Het verlof wegens opdracht mag alleen worden toegekend als de inrichtende macht over geen enkel organiek ambt beschikt dat aan het betreffende personeelslid kan worden toegewezen met inachtneming van de statutaire regels en waarmee het re-integratieplan bedoeld in lid 1 kan worden uitgevoerd.

Het verlof wegens opdracht dat aan het personeelslid waarvan sprake in lid 1 wordt toegekend, wordt niet toegevoegd aan de vastgelegde aantallen krachtens artikel 6, § 4."

HOOFDSTUK XVIII. - Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 72. Afdeling 3 van Titel V van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een artikel 321*bis* dat luidt als volgt:

"In afwijking van de artikelen 95, 14°, 189, 14° en 268, 14° van dit decreet geniet het personeelslid dat zich, in de loop van het academiejaar 2020-2021, in het zesde academiejaar na zijn eerste benoeming of zijn eerste aanduiding in een vacante betrekking in de functie en de te geven opleidingen bevond, een extra academiejaar om de GPBHO te behalen."

HOOFDSTUK XIX. - Bepaling tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten

Art. 73. In artikel 12*quater* van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten worden de volgende aanpassingen aangebracht:

1. In lid 1 worden de woorden "en van een pedagogisch bestanddeel van een bekwaamheidsbewijs zoals bepaald in artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs" vervangen door de woorden "en, ofwel een pedagogisch getuigschrift bestaande uit een bekwaamheidsbewijs zoals gedefinieerd in artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, ofwel een academische graad van bachelor in het gespecialiseerd onderwijs in psycho-educatieve begeleiding";

2. Een lid 2 wordt toegevoegd dat luidt als volgt:

"In afwijking van het vorige lid, kunnen de personeelsleden die hebben deelgenomen aan een van de opleidingsessies voor de functie van bestuurder waarvan sprake in artikel 19, vóór 1 september 2019, en houders van ten minste één getuigschrift van voltooiing van een van de sessies ook worden benoemd tot bestuurder, zelfs als ze geen pedagogisch getuigschrift hebben bestaande uit een bekwaamheidsbewijs zoals gedefinieerd in artikel 17 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs."

HOOFDSTUK XX. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 74. Artikel 8, lid 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt vervangen door het volgende lid: "De Regering bepaalt het model van de documenten waarmee rechtsgeldig een aanvraag kan worden ingediend voor de erkenning van nuttige ervaring aan de in artikel 8/1 aangestelde Commissie".

Art. 75. In hetzelfde decreet worden de artikelen 8/1 tot 8/3 ingevoegd die luiden als volgt:

"Artikel 8/1. Een wordt commissie ingericht voor de erkenning van de nuttige ervaring, hierna de Commissie genoemd.

De Commissie beslist rechtsgeldig of:

1. de prestaties die door de kandidaat voor benoeming of tijdelijke aanstelling als docent praktische vorming in een hogeschool worden geattesteerd of aangegeven, de nuttige ervaring vormen in de zin van artikel 8 van dit decreet en in artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

2. de prestaties die door de kandidaat voor benoeming of tijdelijke aanstelling in de functie van meesterassistent belast met het administratieve en juridisch beheer van de hogeschool of in die van meesterassistent belast met het financieel en boekhoudkundig beheer van de hogeschool, de nuttige ervaring vormen in de zin van artikel 7*bis*, § 3, 4, van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Artikel 8/2. - § 1. De Commissie is samengesteld als volgt:

1. een voorzitter en zijn plaatsvervanger: een beambte van ten minste rang 10 van de diensten van de Regering;
2. de volgende leden:
 - a) een werkend lid en zijn plaatsvervanger, titularissen van een graad gerangschikt in één van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;
 - b) een werkend lid en zijn plaatsvervanger, titularissen van een graad die gerangschikt is in één van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs;
 - c) drie leden en hun plaatsvervangers, gekozen onder de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel in de Hogescholen en voorgedragen door de Algemene Raad van de Hogescholen, waarbij ieder net over minstens één mandaat beschikt;
 - d) drie leden en hun plaatsvervangers die de vakbonden vertegenwoordigen die zetelen binnen het Comité voor sector IX of het Comité van de plaatselijke en provinciale openbare diensten, 2e afdeling; zij worden aangeduid door hun respectieve vakbondsorganisatie onder de vastbenoemde of aangeworven personeelsleden. Het SLFP (VSOA), de FSCSP (FCSOD) en de CGSP (ACOD) beschikken elk over ten minste één mandaat.

De voorzitter en zijn plaatsvervanger, de werkende leden en plaatsvervangende leden worden aangesteld voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

§ 2. De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris en plaatsvervangend secretaris die aangeduid zijn onder de personeelsleden van de Regering van de Franse Gemeenschap – Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris hebben geen stemrecht.

§ 3. De Commissie stelt zijn huishoudelijk reglement op.

§ 4. De Commissie kan de mening van experts vragen.

§ 5. Het mandaat van de voorzitters en leden is kosteloos. Ze hebben recht op de reglementaire vergoedingen voor de reis- en verblijfskosten.

§ 6. De experts waarvan sprake in § 4 met een administratieve standplaats buiten Brussel hebben recht op een vergoeding van hun reis- en verblijfskosten.

Artikel 8/3 - § 1. Iedereen die het besluit van de Commissie opvraagt, moet het verzoek sturen via aangetekend schrijven per post of via e-mail en gericht aan de voorzitter van de Commissie, Administration générale de l'Enseignement, Espace 27 septembre, Leopold II-laan 44 te 1080 Brussel.

Het verzoek moet alle elementen bevatten waarmee de Commissie met kennis van zaken een besluit kan nemen, evenals alle stukken waarmee deze elementen gecontroleerd kunnen worden.

§ 2. De Commissie neemt een besluit en houdt daarbij rekening met, voor de toe te kennen cursus(sen) in de zin van dit decreet, de door de kandidaat verstrekte diensten, ofwel in een familiebedrijf of in het kader van activiteiten die hij voor eigen rekening heeft uitgevoerd, ofwel in een openbare of private dienst of instelling, ofwel in een vak of beroep.

§ 3. Iedereen die een verzoek tot erkenning van de nuttige ervaring indient, kan door de Commissie worden gehoord, als deze laatste dit wenst.

§ 4. De Commissie beraadslaagt rechtsgeldig als ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij absolute meerderheid van de aanwezige leden. In het geval van staking der stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Elk werkend lid dat niet op een vergadering aanwezig kan zijn, licht de voorzitter hierover in en vraagt zijn plaatsvervanger om te zetelen.

§ 5. Binnen de vier maanden na ontvangst van de vraag, doet de Commissie het volgende:

- ofwel erkent ze de nuttige ervaring van het vak zoals gedefinieerd in artikel 8 van dit decreet, in artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 en in artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

- ofwel deelt ze de kandidaat via aangetekende brief per post of via e-mail mee dat ze deze nuttige ervaring niet zal erkennen. De kandidaat beschikt vervolgens over een termijn van vijftien werkdagen vanaf de kennisgeving om bij de Commissie beroep aan te tekenen. In dit geval moet de Commissie haar besluit binnen de zes maanden na ontvangst van de oorspronkelijke vraag te kennen geven.

De in het vorig lid voorziene termijnen worden opgeschort in de maanden juli en augustus.”

Art. 76. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 1999 genomen ter uitvoering van artikel 8 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Artikel 6, § 2, wordt vervangen door wat volgt: “Het verzoek tot erkenning van de nuttige ervaring wordt ingediend via de documenten in bijlagen 1 en 2”;

2. De artikelen 1 tot 6, § 1, en 7 tot 14 worden opgeheven.

HOOFDSTUK XXI. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs

Art. 77. In artikel 10 van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs wordt lid 1 vervangen door de volgende woorden: “In afwijking van de voorgaande bepalingen wordt verlof wegens ziekte of invaliditeit onbeperkt in de tijd toegestaan, ten gevolge van een arbeidsongeval, een ongeval op weg van of naar het werk of van een beroepsziekte:

- tijdens de periode van arbeidsongeschiktheid vóór de consolidatiedatum/tijdens de periode van tijdelijke arbeidsongeschiktheid;

- tijdens de perioden van afwezigheid na deze zelfde consolidatiedatum, voor zover het gaat om een nieuwe arbeidsongeschiktheid die verband houdt met de oorspronkelijke arbeidsongeschiktheid, maar die zich voordoet na een werkhervatting.”

Art. 78. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In lid 1 worden de woorden “, op convocatie” toegevoegd na de woorden “tijdens de maand waarop de beschikbaarheid ingang”;

2. In lid 2 worden de woorden “, dat naar behoren is opgeroepen,” ingevoegd tussen de woorden “Indien het personeelslid” en de woorden “op dit vastgesteld tijdstip”.

HOOFDSTUK XXII. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, kader, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)

Art. 79. In artikel 62, 6° van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, kader, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), worden de woorden “de Regering kan, na advies van een commissie die zij opricht en waarvan zij de samenstelling en werking bepaalt, deze nuttige ervaring erkennen.” geschrapt.

Art. 80. In artikel 82, § 2, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In lid 1 worden de woorden “Na het gunstig advies van een door haar op te richten Commissie te hebben ingewonnen, kan de Regering” vervangen door de woorden “De Commissie waarvan sprake in artikel 82bis kan, volgens de procedure waarvan sprake in artikel 82ter,”;

2. Leden 2 en 3 worden opgeheven.

Art. 81. In hetzelfde decreet worden de artikelen 82bis en 82ter ingevoegd die luiden als volgt:

“Artikel 82bis. § 1. Er wordt een commissie voor de erkenning van de nuttige ervaring en bekendheid opgericht voor elk gebied, hierna de Commissie genoemd.

§ 2. De Commissie is per gebied samengesteld als volgt:

1. een voorzitter en zijn plaatsvervanger: een beambte van ten minste rang 10 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

2. de volgende leden:

a) de inspecteur voor de kunstopleidingen die bevoegd is voor het betreffende gebied;

b) vier leden en hun plaatsvervangers, gekozen onder de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het Hoger Kunstonderwijs en voorgesteld door de Hoge Kunstraad waarvan sprake in artikel 2, § 1, 10°;

c) vier deskundigen waarvan de helft is aangesteld op voordracht van de Hoge Kunstraad.

d) drie leden en hun plaatsvervangers die de vakbonden vertegenwoordigen die zetelen binnen het Comité voor sector IX of het Comité van de plaatselijke en provinciale openbare diensten, 2e afdeling; zij worden aangeduid door hun respectieve vakbondsorganisatie onder de vastbenoemde of aangeworven personeelsleden. Elke vakbondsorganisatie beschikt over ten minste één mandaat.

De voorzitter en zijn plaatsvervanger, de werkende leden en plaatsvervangende leden worden voor een hernieuwbare termijn van vier jaar aangesteld.

§ 3. De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris en plaatsvervangend secretaris aangeduid onder de personeelsleden van de diensten van Regering van de Franse Gemeenschap - ministerie van de Franse Gemeenschap.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris hebben een adviserende stem.

§ 4. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op.

§ 5. De Commissie kan de mening van deskundigen vragen.

§ 6. Het mandaat van de voorzitter, de plaatsvervangend voorzitter en de leden is kosteloos.

Ze krijgen een vergoeding voor verblijfskosten en een terugbetaling van hun reiskosten onder dezelfde voorwaarden als voor de ambtenaren van de diensten van de Regering van rang 12.

§ 7. De deskundigen waarvan sprake in § 4 met een administratieve standplaats buiten Brussel hebben recht op een vergoeding van hun reis- en verblijfskosten volgens de tarieven die van toepassing zijn op de personeelsleden van niveau 1 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Artikel 82ter. § 1. Elk verzoek tot erkenning van de nuttige ervaring en bekendheid moet in voorkomend geval worden verzonden via aangetekende brief via de post of via e-mail naar de voorzitter van de Commissie. Het verzoek kan ook worden ingediend bij de voorzitter van de Commissie, tegen ontvangstbewijs.

Het verzoek moet de elementen bevatten waarmee de Commissie met kennis van zaken een besluit kan nemen, evenals de stukken waarmee deze elementen gecontroleerd kunnen worden.

§ 2. De Commissie neemt een besluit en houdt daarbij rekening met, voor de toe te kennen cursus(sen), de door de kandidaat verstrekte diensten, in het kader van activiteiten die hij voor eigen rekening heeft uitgevoerd, ofwel in een openbare of private dienst of instelling, ofwel in een beroep of artistieke praktijk.

Als het vak, het beroep of de artistieke praktijk de vorm aannemen van in de tijd beperkte openbare evenementen, wat de kandidaat bewijst, dan kan de Commissie ook rekening houden met de geleverde voorbereiding en deze beoordelen in maandeenheden.

§ 3. Iedereen die bij de Commissie een verzoek tot erkenning van de nuttige ervaring of bekendheid indient, kan door haar worden gehoord, als die laatste dit wenst.

§ 4. De Commissie beraadslaagt rechtsgeldig als ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij absolute meerderheid van de aanwezige leden. In het geval van staking der stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Elk werkend lid dat niet op een vergadering aanwezig kan zijn, licht de voorzitter hierover in en vraagt zijn plaatsvervanger om te zetelen.

§ 5. Binnen de vier maanden na ontvangst van de aanvraag, doet de Commissie het volgende:

1. ofwel beslist ze in voorkomend geval de nuttige ervaring en bekendheid te erkennen;

2. ofwel deelt ze in voorkomend geval de kandidaat via e-mail mee dat ze deze nuttige ervaring en bekendheid niet zal erkennen. De kandidaat beschikt vervolgens over een termijn van vijftien werkdagen vanaf de kennisgeving om extra elementen te bezorgen aan de Commissie. In dit geval moet de Commissie haar definitieve besluit binnen de zes maanden na ontvangst van de oorspronkelijke vraag te kennen geven.

De in het vorig lid voorziene termijnen worden opgeschort in de maanden juli en augustus."

Art. 82. Het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 14 mei 2009 tot oprichting van de Commissie voor de erkenning van de nuttige ervaring en de bekendheid voor de leden van het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 83. In artikel 103, lid 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "door middel van een ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "volgens de modaliteiten vastgelegd door de oproep waarvan sprake in artikel 102."

Art. 84. In artikel 130 van hetzelfde decreet wordt lid 2 vervangen door wat volgt: "De verzoeken om overplaatsing worden, op straffe van nietigheid, ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald door de oproep waarvan sprake in lid 1."

Art. 85. In artikel 228 van hetzelfde decreet worden de woorden "bij een ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "volgens de modaliteiten vastgelegd door de oproep waarvan sprake in artikel 227."

Art. 86. In artikel 257 van hetzelfde decreet wordt lid 2 vervangen als volgt: "De verzoeken om overplaatsing worden, op straffe van nietigheid, ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald door de oproep waarvan sprake in lid 1."

Art. 87. In artikel 358 van hetzelfde decreet worden de woorden "bij een ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "volgens de modaliteiten vastgelegd door de oproep waarvan sprake in artikel 357."

Art. 88. In het vierde deel, Titel V, Hoofdstuk III van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In Afdeling 2, wordt het opschrift van Onderafdeling 2 vervangen door wat volgt:

“Onderafdeling 2. - De aanstelling voor een bepaalde duur van programmaleiders, werkleiders, hoogleraren, assistent-hoogleraren, begeleiders en docenten”;

2. In Afdeling 2, wordt het opschrift van Onderafdeling 4 vervangen door wat volgt:

“Onderafdeling 4. - De aanstelling voor onbepaalde duur van programmaleiders, werkleiders, hoogleraren, assistent-hoogleraren, begeleiders en docenten”;

3. Het opschrift van Afdeling 4 wordt vervangen door wat volgt:

“Afdeling 4. - De benoeming in vast verband in een ambt van programmaleider, werkleider, hoogleraar, assistent-hoogleraar, begeleider, docent”.

Art. 89. In artikel 387 van hetzelfde decreet wordt lid 2 vervangen als volgt: “De verzoeken om overplaatsing worden, op straffe van nietigheid, ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald door de oproep waarvan sprake in lid 1.”.

HOOFDSTUK XXIII. — Bepalingen betreffende kinderverzorgers ACS/APE in het gesubsidieerd gewoon basisonderwijs

Afdeling I. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap

Art. 90. In artikel 28 van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In § 1, laatste lid, 2de streepje, worden de woorden “of PART-APE” toegevoegd tussen de woorden “personeelslid PTP (professioneel doorstromingsprogramma (PDP))” en de woorden “in de hoedanigheid”;

2. In § 2, laatste lid, 2de streepje, worden de woorden “of PART-APE” toegevoegd tussen de woorden “personeelslid PTP (professioneel doorstromingsprogramma (PDP))” en de woorden “in de hoedanigheid”;

3. In § 3, b), worden de woorden “op 30 april” vervangen door de woorden “op 30 juni”;

4. In § 3, laatste lid, 2de streepje, worden de woorden “of PART-APE” toegevoegd tussen de woorden “personeelslid PTP (professioneel doorstromingsprogramma (PDP))” en de woorden “in de hoedanigheid”;

5. In § 7, eerste lid, worden de woorden “voor 1 mei” vervangen door de woorden “voor 10 juni”;

6. In § 7, eerste lid, worden de woorden “sinds voorafgaand 1 september ” vervangen door de woorden “van 1 september tot 30 juni van het lopende schooljaar”.

Afdeling II. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd

Art. 91. In artikel 38, § 1, lid 2, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd worden de termen “in dienst genomen als kinderverzorger ACS/APE” toegevoegd tussen de termen “aan de kinderverzorger” en de woorden “die het best gerangschikt is”.

Art. 92. In artikel 83 van hetzelfde decreet worden de woorden “voor uiterlijk 1 mei” vervangen door de woorden “voor uiterlijk 10 juni”.

HOOFDSTUK XXIV. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs

Art. 93. In artikel 5, lid 2, van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs wordt punt 1 opgeheven.

Art. 94. In artikel 7, lid 2, van hetzelfde decreet wordt punt 1 opgeheven.

Art. 95. In artikel 9, lid 2, van hetzelfde decreet wordt punt 1 opgeheven.

Art. 96. In artikel 11, lid 2, van hetzelfde decreet wordt punt 1 opgeheven.

Art. 97. In artikel 13, § 1, punt 1, van hetzelfde decreet worden de woorden “rang 12” vervangen door de woorden “rang 10”.

Art. 98. In artikel 29, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden “schort de verplichting voor het personeelslid zijn functie op te nemen niet op” vervangen door de woorden “schort de verplichting voor het personeelslid zijn functie op te nemen op”.

HOOFDSTUK XXV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst

Art. 99. In artikel 85, § 1, van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt:

“De definitieve reffectatie kan voor het personeelslid, die zijn prestaties uitvoerde in het gewone onderwijs, echter niet leiden tot de verplichting om een ambt in het buitengewoon onderwijs te aanvaarden, tenzij hij/zij daar reeds een vaste aanstelling heeft.”.

Art. 100. In artikel 92, § 2, punt 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "rang 15" vervangen door de woorden "rang 10".

HOOFDSTUK XXVI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs*

Art. 101. In artikel 15, § 2, lid 3, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en directrices in het onderwijs worden de woorden ", voor zover ze bewijzen dat de personeelsleden wel degelijk ten minste 75% van de opleiding hebben gevolgd," ingevoegd tussen de woorden "Deze attesten" en "verlengen automatisch".

Art. 102. In artikel 16, § 1, van hetzelfde decreet wordt lid 1^{er} vervangen door wat volgt:

"Niemand kan zich voor een van de opleidingsmodules inschrijven als hij op de datum van indiening van de opleidingsaanvraag geen houder is:

1. van het bekwaamheidsbewijs waarvan sprake in artikel 35, § 1, lid 3, 1^o, en van een van de bekwaamheidsbewijzen waarvan sprake in 2^o van hetzelfde artikel, voor het onderwijs ingericht door de Franse gemeenschap;
2. van het bekwaamheidsbewijs waarvan sprake in artikel 57, lid 1, 1^o, en van een van de bekwaamheidsbewijzen waarvan sprake in 2^o van hetzelfde artikel, voor het gesubsidieerd officieel onderwijs;
3. van het bekwaamheidsbewijs waarvan sprake in artikel 80, § 1, lid, 1^o en van een van de bekwaamheidsbewijzen waarvan sprake in 2^o van hetzelfde artikel, voor het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Art. 103. In artikel 131^{ter} van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de eerste paragraaf wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

"Onverminderd lid 1, kunnen deze personeelsleden, met het oog op het bijwerken van hun kennis, de opleidingsmodules volgen zoals voorzien in artikelen 10, §§ 3 en 4, en 11, §§ 3 en 4.";

2. in paragraaf 2, wordt 3^o vervangen door wat volgt:

"3. Het personeelslid dat beschikt over het attest van slagen met betrekking tot de pedagogische as van het voor alle netten gemeenschappelijke gedeelte, moet het deel van de module "pedagogische visie en sturing" van 21 uur waarvan sprake in artikel 10, § 4, lid 2, 1^o, b. volgen en met goed gevolg afsluiten; vrijgesteld zijn de personen die beschikken over een bewijs van deelname verstrekt door het IFC, dat aantoonst dat zij in 2017-2018, 2018-2019 of 2019-2020 ten minste de opleiding van 14 uur hebben gevolgd die volgt op het inleidende college (volume van 3 uur) van de netoverschrijdende opleidingsmodule "Sturingsplan – uitdagingen, verwachtingen en processen";".

HOOFDSTUK XXVII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstschole en Hogere Instituten voor architectuur*

Art. 104. In artikel 32^{quater} van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstschole en Hogere Instituten voor architectuur wordt een § 3 toegevoegd dat luidt als volgt:

"§ 3. Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens ziekte of invaliditeit en wachtgeld geniet, moet zich elk jaar op uitnodiging aandienen bij MEDEX.

Als het personeelslid, dat naar behoren is opgeroepen, zich niet bij MEDEX aandient, wordt de betaling van zijn wachtgeld opgeschort vanaf dit tijdstip tot het moment waarop hij of zij zich aandient."

HOOFDSTUK XXVIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

Art. 105. In artikel 17, § 1, 3^o, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs wordt een punt c) ingevoegd dat luidt als volgt:

"c) voor de specifieke functies in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1 en 2: de onderwijzer kleuteronderwijs. Met 'specifieke' bedoelen we de functies die alleen in deze twee vormen van gespecialiseerd onderwijs worden ingericht."

Art. 106. Aan artikel 21 van hetzelfde decreet wordt er een § 7 toegevoegd dat luidt als volgt:

"§ 7. De Regering kan voorzien in een groter aantal maanden nuttige ervaring dan voorzien in paragrafen 1 tot 6 van dit artikel, wanneer het aantal studiepunten of perioden die specifiek zijn voor het betrokken vakgebied in de opleiding die tot het diploma leidt en die deel uitmaken van het disciplinaire gedeelte van de kwalificatie, niet voldoende groot is om te waarborgen dat het diploma overeenstemt met de functie."

Art. 107. In artikel 50 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In de Franse versie van § 1, 2^o, wordt de term "baccalauréat" vervangen door het woord "bachelier" (bachelor);
2. In de Franse versie van § 2, 2^o, wordt de term "baccalauréat" vervangen door het woord "bachelier" (bachelor);
3. In de Franse versie van § 4, 1^o, wordt de term "baccalauréat" vervangen door het woord "bachelier" (bachelor);
4. In de Franse versie van § 6, 2^o, wordt de term "baccalauréat" vervangen door het woord "bachelier" (bachelor);

Art. 108. In artikel 293^{bis} van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In § 1 worden de woorden "1 september 2021" vervangen door de woorden "1 september 2024".
2. In § 3 wordt een 2de en laatste lid toegevoegd dat luidt als volgt: "In afwijking hiervan, kunnen personeelsleden die in het bezit zijn van een kwalificatie die vóór de inwerkingtreding van dit besluit is aangemerkt als vereist voor de uitoefening van deze functies, in dezelfde periode worden aangesteld of in vaste dienst worden aangesteld zodra zij aan alle andere statutaire voorwaarden voldoen".

Art. 109. In artikel 293ter van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In lid 1 worden de woorden "1 september 2021" vervangen door de woorden "1 september 2024".

2. Er wordt een 3de en laatste lid toegevoegd dat luidt als volgt: "In afwijking hiervan, kunnen personeelsleden die in het bezit zijn van een kwalificatie die vóór de inwerkingtreding van dit besluit is aangemerkt als vereist voor de uitoefening van deze functies, in dezelfde periode worden aangesteld of in vaste dienst worden aangesteld zodra zij aan alle andere statutaire voorwaarden voldoen".

Art. 110. In artikel 293quater van hetzelfde decreet worden de woorden "1 september 2021" vervangen door de woorden "1 september 2024".

Art. 111. Aan artikel 293sexdecies van hetzelfde decreet wordt een nieuw lid 3 toegevoegd dat luidt als volgt:

"Na afloop van de overgangsmaatregel bepaald in artikel 293septdecies, lid 1, behouden de personeelsleden die zijn aangeworven zonder didactisch getuigschrift, mits zij de functie van leraar filosofie en burgerschap op 1 september 2021 reeds hebben uitgeoefend gedurende 315 dagen verworven over twee jaar bij dezelfde inrichtende macht en berekend volgens de specifieke bepalingen van elk statuut, gedurende het schooljaar 2021-2022 de salarisschaal die hun voor de uitoefening van deze functie vóór die datum was toegekend, indien deze voor hen gunstiger is..".

Art. 112. In artikel 293septdecies van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Lid 3 wordt geschrapt;

2. Er wordt een 6de en laatste lid toegevoegd dat luidt als volgt:

"In het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt in het schooljaar 2020-2021, in afwijking van de bepalingen van lid 5 van artikel 31 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, de in dezelfde paragraaf bedoelde mededeling verspreid bij alle personeelsleden die de functie van leraar filosofie en burgerzin uitoefenen binnen de inrichtende macht."

Art. 113. Aan artikel 293septdecies/17 van hetzelfde decreet wordt een nieuw lid 3 toegevoegd dat luidt als volgt:

"Na afloop van de overgangsmaatregel vastgelegd in lid 1 van artikel 293septdecies/18, en op voorwaarde dat zij reeds gedurende 315 dagen, verspreid over een periode van twee jaar en berekend volgens de bepalingen van elk statuut, als leraar filosofie en burgerzin aan het lager middelbaar of als leraar filosofie en burgerzin aan het hoger middelbaar bij dezelfde inrichtende macht werkzaam zijn geweest, behouden de personeelsleden die zijn aangeworven zonder didactisch attest gedurende het schooljaar 2021-2022 de salarisschaal die hun voor de uitoefening van deze functie vóór die datum was toegekend, indien deze voor hen gunstiger is. "

Art. 114. In artikel 293septdecies/18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Lid 3 wordt geschrapt;

2. Er wordt een 6de en laatste lid toegevoegd dat luidt als volgt:

"In het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt in het schooljaar 2020-2021, in afwijking van de bepalingen van lid 5 van artikel 31 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, de in dezelfde paragraaf bedoelde mededeling verspreid bij alle personeelsleden die de functie van leraar filosofie en burgerzin uitoefenen binnen de inrichtende macht."

HOOFDSTUK XXIX. - Bepaling tot wijziging van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst

Art. 115. In artikel 102 van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor de scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst worden de leden 2, 3 en 4 toegevoegd die luiden als volgt:

"Deze jaarlijkse vergoeding, vastgelegd per kalenderjaar, moet maandelijks worden betaald (in twaalfden per volledig gepresterde maand).

Voor de automatische berekening ervan wordt het jaarlijkse bedrag van 9.500 euro gekoppeld aan de spilindex 138,01 zoals bepaald in lid 1, geacht overeen te komen met een jaarlijks brutobedrag aan 100%, niet-geïndexeerd, van 5677,07 euro.

In overeenstemming met artikel 65, § 2, lid 2, krijgen de zonedirecteurs eveneens deze vergoeding."

HOOFDSTUK XXX. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten*

Art. 116. In artikel 3 van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In § 1, punt 7°, worden de woorden ", met uitzondering van de wekelijkse uren van de personeelsleden die de overgangsmaatregelen genieten voorzien in paragraaf 3 van artikelen 271 en 289 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs" toegevoegd;

2. In § 1 wordt een punt 7°bis toegevoegd dat luidt als volgt:

"7°bis. als leraar beroepspraktijk (1ste graad) is 22 lestijden, met uitzondering van de wekelijkse uren van de personeelsleden die de overgangsmaatregelen genieten voorzien in paragraaf 3 van artikelen 271 en 289 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs";

3. In § 2, punt 11, worden de woorden ", met uitzondering van de wekelijkse uren van de personeelsleden die de overgangsmaatregelen genieten voorzien in paragraaf 3 van artikelen 271 en 289 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs." toegevoegd;

4. In § 2 wordt een punt 15 ingevoegd dat luidt als volgt:

"15. als leraar beroepspraktijk in de hogere graad (vorm 4), 26 lestijden, met uitzondering van de wekelijkse uren van de personeelsleden die de overgangsmaatregelen genieten voorzien in paragraaf 3 van artikelen 271 en 289 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs";

5. In § 2 wordt het tweede lid geschrapt.

HOOFDSTUK XXXI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 25 april 2019 tot beëindiging van het uitdovingskader bedoeld bij artikel 469 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) en tot aanvulling van het statuut van studiegebiedsdirecteur*

Art. 117. In artikel 20 van het decreet van 25 april 2019 tot beëindiging van het uitdovingskader bedoeld bij artikel 469 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) en tot aanvulling van het statuut van studiegebiedsdirecteur worden de woorden "in de Titels III, IV en V" vervangen door de woorden "in de Titels III en IV".

Art. 118. In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de woorden "in de Titels III, IV en V" vervangen door de woorden "in de Titels III en IV".

Art. 119. In artikel 23 van hetzelfde decreet wordt het woord "V" tussen de woorden "In de Titels III, IV" en de woorden "Hoofdstuk II" geschrapt.

HOOFDSTUK XXXII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 120. Artikel 130 van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, opgeheven door artikel 3, 13°, d), van het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern, wordt opnieuw opgenomen met de volgende tekst:

"Art. 130 - In overeenstemming met artikel 1.7.8-5 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs kan het mechanisme voor integratie in het gewone onderwijs van een leerling die regelmatig ingeschreven is in het gespecialiseerde onderwijs worden georganiseerd volgens de in dit hoofdstuk beschreven modaliteiten.

Alleen leerlingen met speciale behoeften die ten minste sinds 15 januari zijn ingeschreven in het gespecialiseerd onderwijs en daar regelmatig onderwijs volgen, kunnen vanaf 1 september van het volgende schooljaar gebruik maken van het integratiemechanisme.

HOOFDSTUK XXXIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juni 2021 houdende oprichting van territoriale polen belast met de ondersteuning aan scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie*

Art. 121. Artikel 6 van het decreet van 17 juni 2021 houdende oprichting van territoriale polen belast met de ondersteuning aan scholen voor gewoon onderwijs in de uitvoering van redelijke aanpassingen en volledige permanente integratie wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 6. In artikel 133 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In paragraaf 1, lid 4, worden de woorden "van een school uit het gespecialiseerde onderwijs van type 7 belast met de immersie in gebarentaal" vervangen door de woorden "van de bevoegde territoriale pool";
2. Paragrafen 2 en 3 worden opgeheven op 1 september 2021;
3. Paragrafen 4 en 5 worden opgeheven op 1 september 2022."

Art. 122. Artikel 72 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 72. Artikel 4 en artikel 6, 3°, treden in werking op 1 september 2022."

HOOFDSTUK XXXIV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 123. In afwijking van artikel 5, lid 4, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en in afwijking van artikel 4, lid 4, van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, kan het personeelslid waarvan het kind wordt geboren tussen 1 januari 2021 en de datum van inwerkingtreding van artikelen 36, 38 en 39 van dit decreet, vijf extra vakantiedagen genieten tot en met 31 december 2021.

Art. 124. Dit decreet treedt in werking op de 10de dag volgend op zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de volgende artikelen:

1. De artikelen 28, 29, 31, 34, 70, 2°, 73 en 116 die in werking treden op 1 september 2019;
2. Artikel 30 dat in werking treedt op de dag waarop dit decreet wordt aangenomen;
3. De artikelen 32 en 33 die in werking treden op 1 januari 2021;
4. De artikelen 48 tot 50 die in werking treden op 1 maart 2020;
5. De bepalingen van hoofdstuk 14 waarmee personeelsleden hun prestaties met 1/10de kunnen onderbreken in het kader van de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof, na goedkeuring van de inrichtende macht, en de artikelen 71 en 98 die in werking treden op 1 september 2020;
6. De artikelen 62 en 63 die in werking treden op 1 januari 2022;
7. Artikel 70, 1°, dat in werking treedt op 1 januari 2014;

8. Artikel 75, enkel voor zover dit artikel 8/2 invoegt in het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, evenals artikel 81, voor zover dit artikel 82bis invoegt in het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs, die in werking treden op 1 februari 2020;

9. De artikelen 88 en 117 tot 119 die in werking treden vanaf het academiejaar 2019-2020;

10. De artikelen 47, 51, 90, 3°, 5° en 6°, en 92 die in werking treden in het schooljaar 2021-2022;

11. Artikel 90, 1°, 2° en 4°, dat in werking treedt op 1 september 2020;

12. Artikel 105, dat in werking treedt op 1 december 2020;

13. Artikel 106, dat in werking treedt op 1 september 2016;

14. Artikel 115, dat in werking treedt op 23 april 2019;

15. De artikelen 112, 2°, en 114, 2°, die in werking treden in het schooljaar 2020-2021;

16. Artikel 120, dat in werking treedt op 1 september 2020;

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het parlement. Ontwerp van decreet nr. 264-1. – Amendementen in commissie, nr. 264-2 - Commissieverslag, nr. 264-3 – Tijdens de commissie aangenomen tekst, nr. 264-4 - Vergaderingsamendementen, nr. 264-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 264-6

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 19 juli 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/42760]

14 JUILLET 2021. — Arrêté ministériel fixant les prix d'hébergement 2021 des hôpitaux universitaires pour la période du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022, en exécution des articles 6 à 10 du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire

La Ministre des Hôpitaux universitaires;

Vu le décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire, les articles 2 et 12;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 portant exécution du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire, l'article 9, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 2021 déterminant, pour le calcul du prix d'hébergement 2021, les taux d'intérêt de référence visés à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 portant exécution du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 25 juin 2021,

Arrête :

Article 1^{er}. En application de l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 portant exécution du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire, les prix d'hébergement journalier 2021 de chaque hôpital sont respectivement fixés comme suit :

1° Centre Hospitalier Universitaire de Liège : 14,36 € ;

2° Cliniques Universitaires Saint-Luc à Woluwé-Saint-Lambert : 2.51 € ;

3° Centre Hospitalier Universitaire de Mont-Godinne : 2.54 € ;

4° Hôpital Erasme à Anderlecht : 2.49 €.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} juillet 2021.

Bruxelles, le 14 juillet 2021.

V. GLATIGNY